

— Une lettre d'Honolulu, 26 juillet, annonce au *New-York Herald*, que l'amiral français Dupetit-Thouars a tout-à-fait renversé l'œuvre des capitaines anglais Thompson et Nicolas, et forcé le pavillon haïtien à descendre pour faire place au pavillon français.

— On lit dans le *Dublin Monitor* :

La ligne du chemin de fer atmosphérique de Kingston à Dalkey est terminée. Elle sera ouverte au public lundi, 20 courant. Les entrepreneurs n'attendent plus, pour l'inauguration, que l'inspecteur général des chemins de fer. Des essais ont été faits jeudi, dans des périodes variant de 3 minutes 1/2 à 4 minutes.

ANGLETERRE 15 novembre. — Le parlement s'est assemblé hier *pro forma* pour entendre la lecture de l'acte qui le proroge au 19 décembre prochain.

— Le 13, la cour du hanc de la reine s'est assemblée à Dublin pour prononcer sur trois incidents de l'affaire O'Connell. La cause a été continuée au lendemain. On dit qu'un des accusés n'invoque pas moins de trente mille témoignages.

Le *Cork Examiner* dit que des prières et des neuvaines sont faites dans tout le royaume pour la conservation de la paix dans les circonstances actuelles.

Des nouvelles de Dublin annoncent au *Sun* qu'O'Connell est souffrant et qu'on l'engage à changer d'air. Il s'est rendu seulement à la maison de campagne de son fils John O'Connell, située à quelque milles de Dublin.

AMÉRIQUE. — On a reçu des lettres de Buenos-Ayres jusqu'au 30 août, elles annoncent, en date du 28, la nouvelle officielle de la défaite de Medina, général montevideño, par Nanez, général de Buenos-Ayres. On attendait avec anxiété de savoir si le gouvernement anglais reconnaît ou non le blocus de Montevideo, et l'on regrette beaucoup que les avis d'Angleterre n'apprennent rien à ce sujet.

— Une insurrection, ayant à sa tête l'ex-président Torrice, a éclaté au Pérou. Vivanco le président actuel, a immédiatement envoyé des forces par le steamer anglais *Pera*, et, après une légère escarmouche, les insurgés ont été défaits.

A la date du 14 août, la Bolivie menaçait le Pérou d'une guerre, et à chaque instant on attendait la déclaration des hostilités. Les ports de Cobija et d'Arica étaient bloqués, pour empêcher l'entrée des munitions de guerre dans la république bolivienne.

— Les correspondances de Vera-Cruz, du 1^{er} octobre, annoncent que les négociations ouvertes entre Yucatan et le Mexique n'ont amené aucun résultat, et que Santa-Anna est décidé à recourir de nouveau à la force des armes, malgré l'insuccès de sa première tentative. Il va réunir, dit-on, un force de dix mille hommes à Jalapa.

DEUXIÈME AVIS.

Octrois Municipaux.

Villes de St-Florent et de Cervione.

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Bastia, donne avis, qu'il sera procédé le 30 décembre 1843, à midi précis, dans la salle des Mairies de St-Florent, et de Cervione, par le Sous-Préfet susdit, ou par un délégué, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur à titre de bail à ferme des droits d'Octroi Municipal de chacune des dites villes pour trois années consécutives qui commenceront le 1^{er} janvier 1844, et finiront le 31 décembre 1846.

Les droits sont établis sur les boissons et les comestibles.

La première mise à prix est fixée, savoir :
Pour l'Octroi de St-Florent — 1,175 fr.
Pour celui de Cervione — 850.

On n'admettra aux enchères que les personnes d'une moralité, d'une solvabilité et d'une capacité reconnues, et qui après s'être fait inscrire sur le tableau des candidats auront obtenu du Maire respectif, quatre jours avant l'adjudication un certificat d'admission, sans recours au Préfet.

Aucune personne attachée aux administrations civiles, aux tribunaux, ou ayant une surveillance ou juridiction quelconque sur l'administration des octrois ne pourra être adjudicataire ni associée de ceux qui le seront, sous peine de résiliation, et de tous dommages et intérêts.

Ne pourront pareillement être admis aux enchères, ceux qui font commerce de quelque un des objets compris aux tarifs.

Les cahiers des charges clauses et conditions sont déposés aux secrétariats des mairies de Cervione et de St-Florent et de la Sous-Préfecture de Bastia, où il en sera donné connaissance à toutes les personnes qui s'y présenteront, ainsi que des renseignements qu'elles pourront désirer, tant sur le montant des produits, que sur la nature et la qualité des objets imposés.

Fait à Bastia le 20 novembre 1843.

Pour le Sous-Préfet en congé,

Le Maire de Bastia délégué,

Signé : CASREYECCHIE.

LIBRAIRIE DE FIANI FRÈRES.

En vente : Prix 1 fr. 50 cent.

CANTI POPOLARI CORSI

Con note illustrative sui costumi e sul dialetto dei diversi paesi dell'isola, e coll'aggiunta di una novella storica Corsa di Gio: VITO GRIMALDI.

Intitolata :

MARIUCCIA DI VICO.

VOCABOLARIO

USUALE TASCABILE

DELLA

LINGUA ITALIANA

DI

ANTONIO BAZZARETTI

SECONDA EDIZIONE CORRETTA E AUMENTATA

Un volume in-16° piccolo.

Prezzo Fr. 3.

Ouvrages à 40 centimes le volume.

VICTOR ou L'ENFANT DE LA FORÊT, par Ducray Dumail, 4 vol.

LE TOMBEAU, par Anne Radcliffe, 2 vol.

FÉLIX et PAULINE, 2 vol.

PAUL et VIRGINIE, 2 vol.

ESTELLE et NEMORIN, 1 vol.

ÉLISABETH ou LES EXILÉS EN SIBÉRIE, 1 vol.

LES ORPHELINS DU HAMEAU, 4 vol.

NOUVELLES NOUVELLES DE FLORIAN, 1 vol.

GONZALVE DE GORDOUR, 3 vol.

GALATÉE, 1 vol.

ROBINSON CRUSOË, 2 vol.

Lettres choisies de M^{me} Sévigné, 3 vol.

LA HENRIADE DE VOLTAIRE, 1 vol.

CORTÈS DE LAFONTAINE, 2 vol.

Médaille d'honneur.

VÉSICATOIRES, CAUTÈRE
LE PERDRIEL

avec les Taffetas, Compresses, Pois Elastiques, Serre-bras, etc., de Le Perdriel pharmacien breveté, faubourg Montmartre, 78, le médicament est simple, propre, commode et économique, sans douleur ni démangeaison. — Dans principales pharmacies, notamment chez M. RAET, pharmacien à Bastia.

L'EAU O'MÉARA CONTRE LE
MAUX DE DENTS

autorisée par ordi : Royale, calme les plus vives douleurs, détruit la carie et évite les maladies auxquelles la bouche est assujettie. (1 fr. 75 le flacon) Dépôt chez M. GIRALT pharmacien.

AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWARZSCHILD, banquier à Franc sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres ou

bons :

De la Dette d'Autriche de 1839 de 30 millions de florins de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus, au taux de la bourse. — Les prospectus français le tableau des remboursements, etc. et tous renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

AVIS

Dans la nuit du 24 au 25 novembre a été perdu, sur la route de Corte à Caporalino, une cote de Voltigeur Corse. La personne qui l'a trouvée est priée de la remettre au détachement des Voltigeurs Corses le plus à proximité. Une récompense est offerte à la personne qui la restitue.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 23 au 29 novembre 1843.

ARRIVÉES.

Marseille, bk-goël. Corse, c. Valzi, diverses. Livourne, bat. à vap. Golo, c. Battestini, pas. Livourne, b. à vap. Télégraphe, c. Lota, pas. Livourne, bk-g. Assomption, c. Belgodere, b. Livourne, mistick Assomption, c. Stretti, b. Livourne, b. à vap. Golo, c. Battesti, passage de la Madeleine, bateau de l'État Sarde C. res, c. Zicavo.

DÉPARTS.

Propriano, bœuf Espoir en Dieu, c. Bond chaux vive. Marseille, paquebot Bastia, c. Santi, lieutenant de vaisseau, dépêches. Livourne, mistick Assomption, c. Thiers, les Civilavechia, tartane Léontine, c. Bellot, les Marseille, tartane François-Etienne, c. G. tella, diverses. Livourne, bat. à vap. Golo, c. Battesti. A la mer, goëlette de l'État Étoile, c. Jugan, li tenant de vaisseau. Portovecchio, bk-gte Solenzara, c. Monégli, l. Livourne, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota. St-Pellegrino, goël. St-Joseph, c. Mécotin, les

Le Gérant N. TARTAROLI.

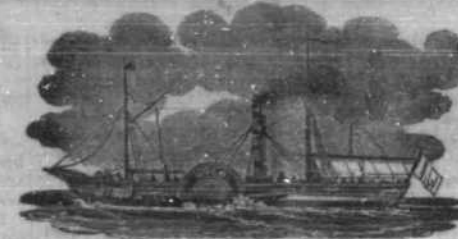
BASTIA. — IMPRIMERIE FIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX D'ABONNEMENT
POUR LA CORSE.

Pour un an 16 fr.
Pour six mois 8
Pour trois mois 4
Pour le Continent 20
Pour l'Étranger 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35

Bastia.

Le *Progressif* qui, depuis huit mois, est monté au ton le plus élevé de la déclamation et qui embouche chaque semaine la trompette du mélodrame, a voulu essayer, dans son dernier numéro, de redescendre plus à terre : après la grande pièce, il donne la vaudeville. C'est là un innocent divertissement qui pourra distraire un moment ses lecteurs, et ils en ont quelque peu besoin pour se reposer du thème monotone qu'il exploite si admirablement.

Pour ce qui est des facettes du *Progressif* sur ce qu'il appelle la *paule au pot*, nous aurions grand tort de nous plaindre de ses lazzi assez lourds. Ils nous placent en assez bonne compagnie pour que nous n'ayons pas beaucoup de peine à nous consoler. Il y a plus que de la maladresse à se railler d'un vase formé par

« Le seul roi dont le peuple ait gardé la mémoire. »

et ce vœu fut-il impossible à réaliser, il est au moins un bon désir qu'un journal soi-disant démocrate devrait respecter. Mais il est plus aisé d'être ami du peuple en paroles qu'en action et c'est ce qui fait que le pays a très peu de confiance dans les prédications creusement stériles de ces salueurs en disponibilité qui s'adressent à lui sur tous les tons.

Quoiqu'il en soit de la *paule au pot* et de ce singulier bâton que le *Progressif* place à côté de sa rédaction, probablement comme symbole de son amour pour la paix, et qui se plaint de ne pas nous voir, pour reconnaître en nous un adversaire — singulière et plaisante aberration qui de la presse ferait l'affaire des forts de la halle, — voyons ce qu'il y a au fond de cette gaieté forcée. Nous avons bien peur d'y trouver très peu de chose et encore moins de raison.

Deux systèmes se présentent pour la route de St-Florent. Résumons-les en peu de mots. Tout d'abord écartons une fin de non recevoir sur laquelle le *Progressif* insiste avec force, suivant son habitude de faire dégénérer toutes les discussions en questions personnelles. Il ne s'agit pas ici de ce qu'il lui plaît d'appeler la route d'Olimeta, mais bien de la route du Nebbio, parce que tous les villages de cette riche vallée sont tous indistinctement intéressés à cette route, aussi bien que St-Florent lui aussi, qui a tout à gagner à ce tracé, comme nous le ferons voir, et tout à perdre à la direction qui ferait de cette route ce que nous pourrions appeler aussi, à notre tour,

la route du hameau de Casta. Nous concevons que les personnes qui ont des intérêts directs et positifs à ce que le chemin passé par-là, plaident fortement pour cette direction. Mais ce n'est pas en vue d'avantages personnels, étroits qu'il faut examiner la question. Il faut se placer plus haut et c'est là où nous nous posons nous-mêmes. Qu'on en fasse autant et la discussion y gagnera.

Par la vallée du Nebbio nous donnons à St-Florent une route commode, facile, peu dispendieuse, car nous tenons compte des mouvements du terrain et nous ne faisons pas descendre la route de la montagne pour venir à éendre au niveau de la mer et de là franchir de nouveau la montagne. Nous profitons des pentes naturelles qui existent par la vallée du Nebbio et nous abrégons ainsi la distance en ménageant les pentes. En outre, nous créons un débouché pour toute la vallée du Nebbio à laquelle St-Florent avec ses quatre cents habitants ne saurait suffire. St-Florent n'a rien à attendre de la Balagne, car l'île-Rousse et Calvi lui suffisent et au-delà, et d'ailleurs notre route ne prive en aucune façon St-Florent de ses communications avec la Balagne, pas plus de celles qu'elle peut avoir à Bastia. Ses intérêts sont donc sauvegardés dans notre projet et St-Florent gagne, de plus, d'être mis en rapport facile avec le Nebbio tout entier. Pour St-Florent, c'est là une question d'avenir ; il est renfermé même dans ces communications aisées.

Le projet du *Progressif* est tout différent. St-Florent, pour communiquer soit avec Bastia, soit avec la Balagne aura deux fortes pentes, deux chaînes de montagnes à franchir : de là, communications difficiles, lentes, coûteuses. En outre St-Florent reste isolé du Nebbio qui, lui-même, reste isolé aussi, sans moyens de verser ses produits soit au port futur de St-Florent, soit à celui de Bastia. Voilà toute une vallée, une des plus fertiles de la Corse sacrifiée en pure perte au plaisir de faire construire une route qui n'offrirait que des inconvénients. Avec votre route ainsi conçue que peut espérer St-Florent ? Il n'aura ni les produits de la Balagne ni ceux de Bastia, ni ceux du Nebbio ; ceci est évident. Espérez-vous que St-Florent pourra jouir, alors, au détriment du Nebbio entier, de l'approvisionnement du marché de Bastia et de la Balagne ? Éconcer cette vaine espérance, c'est en montrer l'insanité. Mais il faudrait, même dans ce cas, assurer à St-Florent des moyens de communications commodes avec les deux débouchés que vous lui improvisez chimériquement et votre route sera ainsi faite qu'elle doublera ou triplera les moyens

de transport et que le commerce à venir de St-Florent sera privé de ses premières conditions de prospérité. Est-ce donc là ce que vous rêvez imprudemment pour St-Florent ? Si St-Florent ne peut rien exporter, si St-Florent ne peut rien recevoir ; si vous tarissez ainsi, en lui enlevant toute possibilité pour lui de commerce à l'extérieur, l'admirable golfe qui se déploie devant lui et qui est pour lui le commencement d'une productive voie de navigation, ne mettez-vous pas St-Florent dans une impasse puisque vous l'isolerez à plaisir de tous côtés ? Vos savantes définitions de Napoléon Landais ne changeront rien à la question. Si vous voulez que St-Florent puisse profiter des avantages incontestables de sa position, créez-lui donc une route qui le mette à même de recevoir les produits du dehors et de les joindre aux siens propres. Voilà ce que vous vous obstinez à ne pas vouloir comprendre.

Le *Progressif* nous parle de l'autorité des ingénieurs. Mais à ces autorités nous avons répondu par d'autres semblables. Nous professons un grand respect pour la science de MM. les ingénieurs, mais ce respect ne va pas jusqu'à l'idolâtrie, de même que notre dissentiment avec eux sur certains points ne nous fera jamais employer les expressions inconvenantes et ridicules que le *Progressif*, si riche sur ce point, nous prête avec une générosité dont nous ne lui savons aucune espèce de gré. Nous ne sachions pas que les ingénieurs aient l'infailibilité en partage. La liste de leurs erreurs serait assez considérable : ce serait nous donner un gain de cause facile, mais qui ne prouverait pas grand-chose. Seulement nous sommes convaincus que si l'avis des ingénieurs était opposé à l'avis ou aux intérêts du *Progressif*, cette admiration obéissante, dont il fait tant de bruit, cesserait promptement et que les attaques passionnées remplaceraient bien vite l'admiration bête qu'il étale si complaisamment à leur endroit.

Pour ce qui est des froissements que le *Progressif*, avec son amour si connu pour la conciliation, voudrait voir naître à l'occasion d'un intérêt local, entre deux représentants de notre gloire militaire, nous reconnaissons parfaitement sa manière habituelle de procéder : les personnalités pour lui sont tout et tiennent lieu de tout. Nous nous garderons de le suivre sur ce terrain stérile où nous ne nous hasarderons jamais, car, pour nous, la presse est un moyen de disenter des principes, des intérêts et non d'exciter des animosités ou de satisfaire des rancunes individuelles. Quant à ce qu'il appelle nos *flagorneries*,

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

nous n'irons pas non plus à son école pour apprendre l'art de brûler de l'encens en l'honneur de nos amis. Nous reconnaissons que le *Progressif* est beaucoup plus fort que nous : nous éviterons ainsi une défaite assurée, ce qui nous sera d'autant plus facile que ni les habitudes ni les goûts de l'*Insulaire* ne l'ont jamais porté à se faire le panégyriste de qui que ce soit. Il a tâché et il tâchera d'être juste envers tout le monde. C'est là le seul mérite auquel nous aspirons.

A propos de la question de la route du Nebbio; question qu'il traite à sa manière, le rédacteur du *Progressif*, a voulu, en terminant, nous lancer par forme d'appendice, note ou corollaire deux accusations que nous devons relever ou expliquer.

La première consiste à insinuer que l'*Insulaire* est subventionné par l'administration. — Cette assertion est tout bonnement dénuée de vérité. Lorsqu'on défend un client, que le confrère du défenseur en tire la conséquence que le client a payé ou qu'il paiera, cela se conçoit; mais lorsqu'on ne défend pas, qui est celui qui peut en conclure que l'avocat a été payé? C'est pourtant ce que vous faites. Avant de nous gratifier de la qualification de *subventionné* il fallait au moins avoir prouvé au public que l'*Insulaire* avait pris fait et cause pour l'administration.

L'autre grief consiste à dire que l'*Insulaire* tient dans ses casseroles de l'encens réservé pour un *maréchal de récente promotion*. — Réservez bien le mot et nous avançons notre crime : car il ne nous arrive guères de louer l'illustre maréchal, auquel on fait ici la plus inconvenante des allusions; mais si nous ne le louons pas, nous le disons hautement, c'est de crainte de lui déplaire, de crainte de ne savoir pas le louer dignement et pour les services qu'il a rendus et pour les services qu'il ne cesse de rendre à son pays et au roi. En vérité, en voyant la manie de quelques jeunes gens qui croient aller à la postérité en s'en prenant sans opportunité à une des gloires les plus pures de la Corse, il y a de quoi désespérer de la raison des hommes. — Où sont maintenant les détracteurs de Napoléon?...

Le bateau le *Napoléon* est arrivé hier mercredi à Bastia de très bonne heure, à 7 heures et demie : ainsi on a pu apprécier sa marche rapide. A 11 heures il est reparti, sans être entré dans le port, pour St-Florent, après avoir débarqué la correspondance et les passagers. A l'avenir, si nous sommes bien informés, il doit agir de même. Voici le motif qui l'empêche de relâcher dans notre port : comme le bateau reçoit sa force d'impulsion par une hélice qui plonge dans l'eau, il lui faut par là même plus de fond que pour les autres navires et le capitaine du *Napoléon*, qui a, nous le concevons, une grande responsabilité, craint de recevoir ou de causer des avaries. Lors de son dernier départ, son hélice a tranché d'un seul coup une grosse amarre qui retenait un autre navire. Pareil inconvénient pourrait se reproduire et entraîner avec lui la rupture de l'hélice. C'est dans cette crainte d'un événement possible que le capitaine du *Napoléon* croit devoir aller relâcher à St-Florent. A l'avenir, il agira donc comme aujourd'hui.

Voici alors un inconvénient pour Bastia qui serait privée, très souvent, d'un des moyens commodes de s'embarquer pour le continent. A cela il n'y a que deux remèdes, l'un, d'un avenir encore lointain, la création d'un port à Bastia — et cette circonstance doit recommander plus vivement au gouvernement cette mesure —; l'autre, est d'une exécution facile, ce serait de faire faire le service de Bastia à Marseille par un des deux

bateau à vapeur de l'ancien modèle. Nous espérons que l'administration des postes prendra nos justes réclamations en considération.

Plusieurs négociants se plaignent de l'administration du bateau à vapeur la *Pauline*. Ses procédés sont si peu convenables que presque tous, froissés par des exigences déplacées ont écrit à leurs commissionnaires de ne plus embarquer de colis sur ce bateau. Nous ne citerons pas quelques uns des faits parvenus à notre connaissance, ni les prix exorbitants exigés pour le transport des plus petits objets, seulement nous dirons que le commencement de cette entreprise ne fait pas bien augurer de son avenir.

Par ordonnance royale du 26 octobre 1843 : M. Sella, Charles-Joseph, lieutenant au 64^e régiment de ligne, a été nommé au grade de capitaine.

M. Luccioni, Michel-Denis, sous lieutenant au 2^e de ligne a été nommé lieutenant au même corps.

Organisation de la chambre de Discipline des huissiers de l'arrondissement de Bastia.

Par ordonnance du 29 novembre 1843. Monsieur le Premier Président de la Cour Royale de Bastia, a nommé :

Les Sieurs Tavera, Jacques-Antoine, Syndic. Biagini, Pierre, Bianchi, Antoine, Bartoli, Simon-Brand, Vanetti, Joseph-Marie.

Membres de la chambre de Discipline des huissiers de l'arrondissement de Bastia.

Nouvelles Diverses.

Le *Moniteur* publie l'ordonnance de convocation des Chambres. La session législative sera ouverte le 27 décembre prochain.

— Mgr le comte de Paris a eu, il y a quelques jours, un rhume que certains journaux avaient présenté comme une maladie grave. Cette indisposition, d'ailleurs très-légère, touche à sa fin. M^{me} la duchesse d'Orléans, dont les soins de tous les moments entouraient le prince royal, n'a pas interrompu un seul instant l'éducation de son auguste fils. Tout ce qu'on a pu dire à ce sujet est complètement faux. La santé de M. le duc de Montpensier est entièrement rétablie. Le prince a fait une promenade dans les environs de St-Cloud. La santé du roi n'a jamais été meilleure; tous les jours S. M. fait de longues excursions dans les environs de sa résidence royale, et vient fréquemment à Paris pour inspecter les travaux des fortifications.

— La corvette à vapeur l'*Archimède* ayant à son bord M. et M^{me} la duchesse de Nemours, est partie dimanche à dix heures du soir, de la rade de Woolwich.

— P. S. Dimanche 4 heures de l'après-midi. L'*Archimède* ayant à bord Mgr le duc et la duchesse de Nemours a échoué sur un banc de sable, à 12 milles à l'est de Gravesend. Lundi matin à 1 heure, un aide-de-camp de l'amiral Casy, s'adressa au président de la compagnie de l'Etoile et lui demanda un navire, pour rejoindre le vaisseau, le conduire à Gravesend et regagner Douvres si l'*Archimède* ne pouvait être remis à flot. Le steamer *Comet* fut expédié à l'instant même, mais lorsqu'il arriva, l'*Archimède* se trouvait dégagé et remis à flot. Le pilote a dit pour s'excuser,

qu'on l'avait pressé, et que l'obscurité avait causé cet accident.

— Le duc et la duchesse de Nemours sont arrivés le 27 novembre à Bruxelles.

ALGERIE. — S. A. R. Mgr le duc d'Aumale, arrivé à Alger dans la nuit du 20 au 21 novembre, sur la frégate à vapeur l'*Asmodée*, est descendue à terre à huit heures. Elle a été reçue avec les honneurs d'usage.

Il y a eu immédiatement après réception au palais du gouvernement. M. le maréchal gouverneur-général, qui avait été dès le matin à bord de la frégate pour saluer le prince, lui a successivement présenté le conseil d'administration, les différentes autorités, les officiers généraux, ainsi que les officiers supérieurs et autres de toutes armes, en ce moment présents à Alger.

— Nous extrayons le passage suivant d'un rapport qui a été adressé de Constantin le 4 novembre par M. le général Baraguay d'Hilliers à M. le maréchal Bugeaud :

« Il existe dans cette province une tribu puissante, les Sahari, qui passent l'hiver dans le désert, le printemps, l'été et l'automne dans le Shah et le Tell, où elle fait paître ses nombreux troupeaux. Chaque année, avant de regagner le désert elle pille une tribu. Cette année les Smoulis ont été victimes de ses brigandages; elle leur a tué du monde et enlevé too chameaux.

« Le commandant Legrand est parti pour les châtier avec 160 chasseurs autant de spahis et diverses tribus. Il a atteint les Sahari au défilé de Batena. Leur résistance a été opiniâtre; mais les escadrons de chasseurs les ayant enfoncés, ils ont laissé sur le terrain 60 hommes, et nous ont abandonné une quantité innombrable de moutons et 2,460 chameaux qui ont été conduits à Constantine.

« Voulant les punir et non les ruiner, on leur a fait dire que s'ils venaient demander l'amn, on leur rendrait leurs chameaux. On ne doute pas qu'ils viennent.

— Du 21 au 31 octobre il est arrivé à Alger 405 ouvriers dont 194 Français, 24 Allemands, 14 Italiens, 98 Anglais-Maltais, 23 Suisses et 52 Espagnols. Dans ce nombre il y a 16 serruriers, 19 menuisiers, 14 tailleurs de pierre, 161 journaliers 55 cultivateurs, 10 charpentiers, 56 maçons, 18 terrassiers, 3 forgerons, 6 charbons, 37 manœuvres, 4 maréchaux-ferrants, 5 sciens de long. 182 viennent de Toulon, 68 de Marseille, 10 de Cette, 98 de Malte, 32 de Mahon et 15 de Palma.

— Du 1^{er} au 10 novembre, 168 ouvriers, dont 76 Français, 29 Allemands, 5 Italiens, 21 Suisses, 37 Espagnols. Dans ce nombre, 4 serruriers, 6 menuisiers, 11 tailleurs de pierre, 13 jardiniers, 40 journaliers, 17 cultivateurs, 5 charpentiers, 31 maçons, 13 terrassiers, 4 forgerons, 5 charbons, 11 manœuvres, 6 maréchaux-ferrants, 3 sciens de long. 81 viennent de Toulon, 39 de Marseille, 11 de Cette, 5 de Ciudadella, 25 d'Alicante, 2 de Mahon et 5 de Palma.

(*Moniteur Algérien*.)

— On mande de Blidah, le 13 novembre :

« La ville de Blidah, se bâtit rapidement; rien n'égale l'activité et le mouvement qui règnent dans cette localité placée comme au centre de communication; entre les provinces de Titteri, Milianah et celle d'Alger. Les routes sont couvertes de convois transportant des matériaux, et dans la ville on ne voit que chantiers de construction; le commerce s'étend tous les jours d'avantage avec les Arabes et des centres de populations agricoles viennent se grouper autour de cette ville qui sort comme par enchantement de ses ruines. Trois villages se forment en ce moment près de Blidah.

— On assure que la cour de Naples va immé-

diatement reconnaître le gouvernement de la reine Isabelle II et envoyer un ambassadeur à Madrid. Le cabinet napolitain aurait consenti à une alliance de la reine d'Espagne avec le prince François-de-Paule-Louis-Emanuel, comte de Trapani, frère de Ferdinand II. Ce prince est né le 13 août 1827, et par conséquent, n'est âgé que de 16 ans. La France et l'Angleterre consentiraient à cette alliance.

— La commission chargée de régulariser la souscription ouverte, dans le but d'ériger une statue en l'honneur du duc d'Orléans, vient de terminer ses travaux. Sa décision est, que deux statues équestres du prince seront érigées en bronze, l'une à Paris, l'autre à Alger. Un grand concours sera ouvert pour leur exécution.

— On écrit de Malte, 15 novembre, au *Times* : « Le 15 courant, S. A. R. le duc d'Aumale est arrivé ici à bord de la frégate *Asmodée*.

« Le prince a été reçu de la manière la plus brillante par les autorités britanniques. A dix heures, le prince est descendu sur le rivage au milieu de plusieurs salves d'artillerie. Une garde d'honneur attendait le prince devant la douane. Le prince est monté dans la voiture du gouverneur qui l'a conduit au palais. Toutes les autorités maritimes et militaires sont venues faire visite au prince.

« Le prince, au bout de quelques jours, se rendra à Tunis.

GRANDE-BRETAGNE. — Les moyens de nullité présentés par O'Connell dans son procès devant la cour du banc de la reine n'ayant pas été admis, il doit être bientôt procédé aux plaidoiries. Le parti tory l'a emporté dans une élection qui a eu lieu à Salisbury. M. le vicomte de Châteaubriand et son secrétaire, M. d'Espinal, sont arrivés à Londres. On croit toujours que M. le duc et M^{me} la duchesse de Nemours quitteront cette ville le lundi 27 novembre; le duc de Bordeaux y est attendu le même jour, cette circonstance fait tomber toutes les conjectures qu'on avait faites sur les motifs du voyage de M. le duc de Nemours.

— M. O'Connell vient d'adresser au peuple irlandais une nouvelle adresse dans laquelle il le félicite de son attitude pacifique et attaque vivement le ribbonisme. Cette adresse se termine ainsi :

« Que tout homme en Irlande se tienne calme et tranquille et se conduise avec loyauté; évitez tout excès, tout tumulte, toute violence. Quel que puisse être l'issue du procès ouvert et pendant, que chacun demeure tranquille dans ses foyers et ne se laisse provoquer par personne à troubler la paix! Celui qui se rendrait coupable de la moindre perturbation du repos public, serait et mon ennemi et celui de l'Irlande. Voilà mon avis. Pas de ribbonisme! pas de feux de joie! La paix, le calme et la tranquillité, et dans un an le repeal sera à nous! Je suis toujours fidèle serviteur. Dublin, 23 novembre.

— On écrit de Dublin, le 24 novembre :

La cour du banc de la Reine, a fixé au 15 janvier, l'ouverture des débats dans l'affaire d'O'Connell.

— On nous mande de Cobourg, le 19 novembre :

« Les députés assemblés n'ont pu s'entendre avec le gouvernement; la chambre a été dissoute. La majorité a refusé d'élire un président.

(*Moniteur parisien*.)

GRÈCE. — Suivant des lettres d'Athènes, en date du 13 novembre, les députés arrivés dans cette capitale avaient été reçus en audience par le roi, et avaient donné à S. M. l'assurance de leur dévouement au trône et au bien du pays. L'ouverture de l'assemblée nationale était fixée au 20.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

Deux-Siciles. — Il était de notoriété publique à Naples, le 14, qu'un différend sérieux venait de s'élever entre le gouvernement des Deux-Siciles et le cabinet de Saint-James, au sujet de la prise de possession de l'île de Lampedouse. L'ambassadeur britannique prétendait que, lors de cette prise de possession, l'honneur du nom anglais avait été blessé et demandait une réparation. Bien que l'île appartienne au roi, le gouvernement de la reine Victoria veut qu'elle soit évacuée; l'honneur anglais, dit-il, l'exige, et le pavillon britannique doit y être rétabli. L'ambassadeur a déclaré que si des moyens plus prompts n'avaient pas été employés, c'était uniquement par égard pour les rapports bienveillants qui existent entre les deux cours. On est curieux de voir comment cela finira. En tout cas, l'Angleterre profitera de cet incident pour forcer le gouvernement napolitain à lui faire des concessions commerciales, et, en cas de refus, la guerre éclatera, et il faudra bien que le cabinet napolitain s'humilie.

— Le bruit courait à Londres, le 29 novembre, que les différends de l'Angleterre avec le Mexique, tant pour les affaires commerciales qu'en ce qui concerne l'offense commise envers le pavillon britannique, étaient terminés entre le cabinet de Saint-James et le représentant de la république mexicaine à Londres. (*Times*.)

— On annonce que des troubles ont éclaté à Missolonghi, mais on ne connaît pas encore les détails.

— On écrit de Barcelonne, le 22 :

« Aujourd'hui plus de cent réfugiés anarchistes s'embarquent à bord des bâtiments français. Les membres de la junte partent pour Port-Vendres. Le bascu Massonet, membre de ce conseil, qui avait été arrêté pour dilapidation des deniers publics, est parvenu à s'évader. Les bâtiments anglais qui se trouvaient sur rade n'ont voulu recevoir aucun insurgé. Le commandant de la station britannique pour se dispenser de les admettre avait hissé le pavillon de quarantaine.

« Les désastres de la ville, sont immenses. La conduite des représentants de la France est admirable. M. Lesseps a reçu la croix de Charles III, et M. Gatier, commandant la station française, a été nommé commandeur de l'ordre d'Isabelle-la-Catholique.

« Une conspiration espartériste a été découverte à Malaga. On voulait assassiner le commandant-général. Les meurtriers, au nombre de 6 avaient reçu chacun 1,000 réaux (250 fr.). Une trentaine de personnes ont été arrêtées. Les généraux Van-Halen et Carondelet sont, assurément, cachés en ville.

(*Journal des Débats*.)

— Dans la journée du 27, la bourse d'Amsterdam s'est émue de placards séditieux affichés sur les murs de La Haye, dans la nuit du 26, et dirigés contre le roi de Hollande. Ces manifestations paraissent être tout-à-fait isolées. On croit avoir découvert le coupable. Ce serait un officier atteint par les réductions qu'on a fait supporter au budget de l'armée et qui aurait voulu se venger sur le roi des économies des chambres.

— Un journal s'est amusé à faire les calculs suivants :

« La chambre des députés compte 275 hommes mariés, 58 célibataires et 121 veufs. L'âge réuni des 454 députés est de 11,997 ans. Ils paient ensemble 1,349,600 fr. de contributions leurs revenus s'élèvent à 13,009,000 fr.

— On lit dans les journaux de New-York l'annonce d'une *poudre préventive* de M^{me} Rastell. Selon ces feuilles, dont nous traduisons littéralement les expressions, « la poudre préventive est le seul remède doux, efficace et sans danger pour les dames mariées à qui leur santé défend

un trop rapide accroissement de famille. » Voici la Malibus dépassée!

Il est vrai que les mêmes journaux recommandent, en même temps que la *poudre préventive*, est un certain *cordial de Lucina ou d'Amour*, dont l'effet serait tout l'opposé de celui de la *sainte poudre*. Ou voit que le puritanisme américain, devenu fort accommodant, propage des recettes qui se prêtent à tous les goûts.

— *Repas à la viande de cheval*. — Un souper à la viande de cheval, qui a eu lieu le 17 novembre à Koenigsbad, près de Stuttgart, a réuni plus de 150 personnes de toute condition de la ville et des environs. Le service consistait en potage au riz, en viande salée et en cheval à la mode. Tous les convives ont été d'accord sur ce point, que la viande était non-seulement tendre et d'un goût agréable, mais qu'on ne pouvait la distinguer du bœuf, et que la soupe ou bouillon de cheval était agréable et sans aucun goût particulier. Ce qui prouve que le préjugé contre ces mets était très faible ou qu'il a disparu promptement, c'est que tous les plats n'ont pas tardé à être consommés, et qu'il a fallu en préparer d'autres.

— Dimanche, dans la soirée, le feu a éclaté dans le quartier fort de la maison centrale de Loos. Un détenu, le nommé Collin, condamné aux travaux forcés et renfermé dans une cellule du rez-de-chaussée, parvint à briser les barreaux d'un grillage donnant sur un corridor, et, arrivant dans la cour par une étroite lucarne, il introduisit dans la chambre des gardiens, où il prit deux sables et les clés des autres cellules. Ouvrant alors la porte à deux détenus condamnés comme lui aux travaux forcés, il défit avec eux les paillasses des gardiens et y mit le feu. La fumée devint en un instant si épaisse, que l'on courut des craintes sérieuses pour les détenus couchés à l'étage supérieur et dont on entendait les cris. A l'aide d'échelles on en sauva trois; un quatrième était déjà asphyxié. A l'arrivée du préfet et du procureur du roi, l'incendie était presque éteint. Les trois coupables ont fait des aveux complets. La population est restée calmée. La justice informe. (*Journal de Lille*.)

— La voie publique à Paris présente un développement d'environ 180,000 mètres ou 120 lieues. La superficie totale du pavé est de 3,200,000 mètres carrés. Chaque année on remanie le dixième du pavage ou 320,000 mètres carrés, dont 80,000 sont refaits à neuf; de telle sorte que chaque mètre de pavage est remanié tous les dix ans et renouvelé tous les quarante ans. Le mètre carré neuf coûte depuis 8 fr. jusqu'à 18 et 20 fr. Paris a le grand avantage d'avoir dans son bassin la pierre pour se bâtir et le grès pour se paver. A Londres, on est obligé d'aller chercher le granit de pavage en Ecosse.

— Les journaux allemands avaient annoncé que le ministre prussien à Athènes était rappelé. La *Gazette générale de Prusse* déclare que cette nouvelle n'était pas fondée.

Un courrier de St-Petersbourg est arrivé à Vienne, portant la déclaration de l'empereur de Russie concernant la révolution grecque. L'empereur annonce que cette révolution l'a surpris, mais qu'il n'interviendra pas dans les affaires intérieures de ce pays, et se retirera des conférences de Paris et de Londres. Mais, en ce qui concerne les engagements de la Grèce envers le cabinet de Saint-Petersbourg, l'empereur veut qu'ils soient exécutés, savoir : 1^o l'existence du royaume; 2^o l'inviolabilité de la dynastie; 3^o le maintien de la religion; 4^o le paiement de la dette publique. Ce n'est pas une approbation formelle de ce qui s'est passé, mais une acceptation sous réserve du fait accompli. La prétendue in-

Intervention de la Russie est une pure invention, et peut-être en peut-on dire autant du rappel de M. Katakazi. On voit par ces nouvelles que tous les cabinets adhèrent à peu près à la démarche dont la France a pris l'initiative auprès du nouveau gouvernement de la Grèce, et que les derniers événements politiques survenus dans ce royaume n'entraîneront aucune complication sérieuse dans les rapports diplomatiques entre les divers cabinets européens.

Les expériences comparatives qui ont été faites par les médecins de tous les hôpitaux de Paris, et par les professeurs de la faculté de médecine, ont constaté l'efficacité de la PÂTE PECTORALE DE NARÉ d'Arabie, et sa supériorité manifeste sur toutes celles du même genre. Cette Pâte calme la toux, fortifie la poitrine et fait exception à la plupart des pâtes pectorales en ce qu'elle ne contient ni opium ni acide. Dépôt de la Pâte et du Sirop de NARÉ chez M. Giralt ph. à Bastia.

Les personnes atteintes de mal de Dents, trouveront un prompt soulagement dans l'emploi de l'Eau O'Meara qu'on peut se procurer à Bastia chez M. GIRALT pharmacien. Cette préparation est très salutaire aux gencives et à l'émail dentaire.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CONVOIS MILITAIRES.

ADJUDICATION au rabais de la fourniture des Convois Militaires de la 17^e division, pendant cinq années, à partir du 1^{er} janvier 1844.

Le public est prévenu qu'en exécution des ordres de M. le Ministre de la Guerre, en date du 24 novembre dernier, il sera procédé le 24 décembre courant, à neuf heures du matin, dans l'une des salles de l'Hôtel de la Mairie de Bastia, à l'adjudication au rabais du service des Convois Militaires dans la 17^e division, pendant cinq années consécutives, depuis le 1^{er} janvier 1844, jusqu'au 31 décembre 1848.

Cette adjudication sera faite par une commission spéciale composée de
M. l'Intendant Militaire, président;
M. le Maire de Bastia, ou un Adjoint à la Mairie;
Un Membre du Tribunal de Commerce;
M. le Chef d'État-Major de la division;
M. le Sous-Intendant militaire de résidence à Bastia.

Toute personne qui voudra entreprendre le service devra en faire parvenir, avant le 18 décembre courant, à l'Intendant Militaire, la déclaration dans la forme du modèle N° 1 annexé au cahier des charges.

A cette déclaration sera joint un Certificat du Maire de la Commune dans laquelle le déclarant a son domicile, constatant que celui-ci jouit d'une bonne réputation. Ce certificat sera visé, pour légalisation de la signature du Maire, soit par le Sous-Préfet de l'Arrondissement, soit par le Préfet du département.

L'Entrepreneur actuel du service des Convois, est seul dispensé de produire ce certificat; mais il devra, s'il veut concourir, en faire également la déclaration sinon sa soumission ne serait point admise.

Les déclarants devront élire domicile à Bastia, chef-lieu de la division, et se trouver au dit chef-lieu, ou y avoir un fondé de pouvoirs, pour tout ce qui se rattache à l'adjudication.

La commission désignée ci-dessus examinera les déclarations et les certificats, ainsi que les pouvoirs, s'il y a lieu, et arrêtera la liste nominative des personnes qu'elle aura reconnues susceptibles de concourir à l'adjudication.

Trois jours avant l'adjudication, le président donnera avis à chacune d'elles, ou à son fondé de pouvoirs, au domicile élu, de l'admission au concours. Les personnes qui auront reçu cet avis pourront seules présenter une soumission.

Chaque soumission devra être faite en double expédition, dont une sur papier timbré, dans la forme du modèle N° 2 annexé au cahier des charges.

Le jour fixé pour l'adjudication, et au commencement de la séance, chaque concurrent ou fondé de pouvoirs, devra remettre à la commission : 1^o la lettre d'avis dont il est fait mention ci-dessus; 2^o un récépissé en bonne forme constatant qu'il a versé, à titre de dépôt de garantie, une somme de cinq-cents francs égale à la moitié du cautionnement exigé par l'article 13 du cahier des charges. (Ce versement sera effectué dans les caisses du receveur-général ou des receveurs particuliers du département.)

Aucune soumission ne sera reçue qu'après la production de ces pièces.

Les soumissions seront remises cachetées à la commission; elles seront immédiatement numérotées par ordre de présentation et rangées sur le bureau; elles ne pourront être retirées par les soumissionnaires sous quelque prétexte que ce soit, et il n'en sera plus reçu dès que l'une d'elles aura été ouverte.

Les frais de timbre et d'enregistrement du marché, ceux d'affiches, d'impression du cahier des charges et d'annonce dans les journaux, sont à la charge de l'adjudicataire.

Les prétendants pourront prendre connaissance du cahier des charges ainsi que des modèles de la déclaration et de la soumission définitive, à Bastia et à Ajaccio, dans les bureaux de MM. les Sous-Intendants Militaires;

A Calvi et à Corte, dans ceux de MM. les Commandants de place.

Fait à Bastia, le 4 décembre 1843.

L'Intendant Militaire de la 17^e Division,
L. M. GUILLABERT.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

ÉLÉMENTS
DE
GÉOGRAPHIE GÉNÉRALE

DESCRIPTION ABRÉGÉE DE LA TERRE
d'après ses divisions politiques, coordonnées avec ses grandes divisions naturelles, selon les dernières transactions et les découvertes les plus récentes.

Par ADRIEN BALBI

1 vol. in-12 de 600 pag. avec 8 cartes. Prix br. 5 fr.

GRAN DIZIONARIO
FRANCESE-ITALIANO
E
ITALIANO-FRANCESE

COMPILATO SUR UN DISEGNO DEL TUTTO NUOVO

DA G.-F. BARBERI,

CONTINUATO E FINITO

DAI SIGNORI BASTI E CERATI.

Due bon grossi vol. in-4^e. — Prezzo: legati, 55 fr. alla rustica, 45 fr.

LES
MYSTÈRES
DE PARIS,

PAR EUGÈNE SUE.

Auteur de MATHILDE.

6^e Edition.

9 vol. in-8^e à 7 fr. 50 cent. le volume.

COMPTE-RENDU

DE L'INAUGURATION DU COLLÈGE ROYAL
DE BASTIA

DISCOURS

Prononcés par M. HEART, Recteur de l'Académie de la Corse; Mgr CASANELLI D'ISTRIA, Evêque d'Ajaccio; M. BARIC, Proviseur du Collège et M. CA-SEVECCHE, Maire de la ville de Bastia.

Prix: 40 centimes.

LES BAS ÉLASTIQUES

Sans ceinture ni lacets.

de Le PERRIER, pharmacien à Paris, faubourg Montmartre, 78, pour VARICES, ENGORGEMENTS, etc., obtiennent de plus en plus l'approbation des médecins et du nombre considérable des personnes qui en font usage. (Affranchir).

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 30 novembre au 6 décembre 1843.

ARRIVÉES.

Livourne. b. à v. Pozzodiborgo, c. Bertocci, pass. Marseille. b. à v. Napoléon. c. de Montaignac. Lieutenant de vaisseau, dépêches.

Marseille. b. à v. Pauline. c. Guaitella, diver. Livourne. mistick. Assomption. c. Thiers, diver.

Livourne. b. à v. Pozzodiborgo, c. Bertocci. Naples. balancelle. St-François. c. Palomba, lest.

Naples. balancelle. St-Henri. c. Mattareso, lest. Naples. balancelle. St-Philippe. c. Godino, lest.

Livourne. b. à v. Golo, c. Bugliani.

Livourne. b. à v. Télégraphe. c. Lota, passag.

Marseille. b. à v. Napoléon. c. de Montaignac. Lieutenant de vaisseau, dépêches.

DÉPARTS.

Livourne. mistick. Conception. c. Bonelli, lest.

Livourne. b. à v. Pozzodiborgo, c. Bertocci.

Marseille. bat. à v. Napoléon. c. de Montaignac. Lieutenant de vaisseau, dépêches.

Livourne. b. à v. Golo, c. Bugliani.

Livourne. mistick. St-V. Ferreri. c. Battisti, lest.

Livourne. bat. à v. Pozzodiborgo, c. Bertocci.

Marseille. bat. à v. Pauline. c. Guaitella, div.

Livourne. b. goëlette. Assomption. c. Belgodere.

Livourne. tartane. V^e des Carmes. c. Lota, lest.

Livourne. mistick. Assomption. c. Thiers, lest.

Naples. balancelle. St-Philippe. c. Godino, an- guilles.

Naples. balancelle. St-Henri. c. Mattareso, an- guilles.

St-Florent. bat. à v. Napoléon. c. de Montaignac. Lieutenant de vaisseau.

Gènes. bateau de l'État Sard. Célère. c. Zicavo.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de L'ÉOLIVIER et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

Pour un an 16 fr.
Pour six mois 8
Pour trois mois 4
Pour le Continent 20
Pour l'Étranger 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35

Bastia.

Notre adversaire a de très grandes prétentions et une très petite puissance: de la de singuliers contrastes. A le voir se donner un mal si énorme, dépenser tant de colère et d'emportement, depuis dix mois, sans avoir rien pu obtenir de ce qu'il sollicite, on comprend bien vite où il a bouturé: à l'avortement le plus complet. Et, il faut l'avouer, il ne saurait en être autrement. On n'a jamais vu compromettre, avec plus de laisser aller, la cause, si mauvaise soit-elle, qu'on a résolu de faire triompher. Nous concevons très bien un journal d'opposition; mais au moins il faut qu'il ait les premières qualités de toutes celles qui sont nécessaires quand on veut toucher à la politique, l'adresse, le tact, l'habileté et la convenance. Ce n'est pas tout que de se livrer chaque semaine à des élans bruyants d'un patriotisme guidé et de s'imaginer qu'on sauve son pays en roulant de gros yeux et en lançant sa voix: ressource de mélodrame épique qui n'amuse plus que les badauds des boulevards. Aussi le *Progressif* en est-il réduit aujourd'hui à répéter sans cesse le même thème qu'il ne lui est plus possible de varier, et de se prendre à tout le monde du mauvais succès qu'il a essuyé.

L'*Insulaire* devait naturellement être exposé le premier à la mauvaise humeur du *Progressif*. L'*Insulaire* s'est un long temps, laissant au bon sens public le soin de faire justice de tant d'exagération et de violences; d'une rédaction si décausée, sans esprit de suite, recevant de chaque main au hasard, les articles qui le faisaient vivre et qui tous sont protégés par un secret absolu, tant l'indépendance et le courage de ces patriotes invisibles sont grands. Le bon sens public a protesté et le caissier du *Progressif* a pu constater qu'il était beau être idolâtré par le public, mais que cela ne remplissait pas une caisse vide.

L'*Insulaire*, à son tour, a abordé la discussion: on l'a fort mal reçu; à cela nous n'avons rien à dire, on était dans son droit. Mais aujourd'hui on veut substituer à un commencement de polémique, qui avait au moins quelque gravité, nous ne savons quelles plaisanteries qui ne prouvent que l'embarras où l'on se trouve de sortir d'une position difficile que l'on s'est faite, et l'on s'imagina ainsi cacher derrière l'éclatage bruyant d'une joie de commande, les mécomptes qu'on s'est préparés. Rien, M^{rs}. du *Progressif*, libre à vous. Mais pour nous nous n'irons pas à votre école, quelle que soit la manière gracieuse et aimable dont

vous ouvriez les portes de votre forum. Et, après tout, qu'irions-nous apprendre de vous?

Serait-ce l'esprit de suite? Mais comment cela pourrait-il être, alors que le *Progressif* est un pêle-mêle, un tohu-bohu, où tout va au hasard. Aujourd'hui l'un de ses rédacteurs soutiendra qu'un journal ne peut ni ne doit se mêler des questions de travaux publics, les ingénieurs étant créés et mis au monde pour décharger la presse de ce fardeau; puis, deux jours après, un autre rédacteur du *Progressif* fera de très longs et de très lourds articles dans lesquels il traitera, tranchera, décidera, d'un trait de plume, les questions les plus épineuses. Ou bien encore le *Progressif*, un jour, dans un de ses accès d'humeur noire, déclarera solennellement que toucher aux intérêts matériels c'est corrompre la Corse, et malgré cette sentence si drolatique, un nouveau venu, qui sans doute n'a pas été encore initié à tous les dogmes mystérieux de la religion politique du *Progressif*, traitera superbement les mêmes intérêts. Tel jour, pour le besoin du moment, on attaquera violemment telle ou telle personne, et tel autre jour, profitant sans doute d'une éclaircie qui se sera faite dans le ciel si d'ordinaire nuageux du *Progressif*, on réhabilitera cette même personne, comme si avant de l'attaquer il n'eût pas été convenable d'attendre et de prendre des renseignements. Mais un journal comme le *Progressif*, pour qui les principes sont tout — et les principes sont singulièrement mobiles — et les personnes rien, n'y regarde pas de si près. Que d'attaques ainsi amères ont été déversées sur des hommes honorables qui avaient fait preuve d'indépendance incontestable et qui avaient rendu des services au pays! Mais, encore un coup, un journal d'opposition, comme on le conçoit ici, ne s'inquiète pas de si peu. Il va droit son chemin; que lui importe?

Serait-ce sa manière de discuter que nous nous efforcerions d'imiter? Mais, sous sa plume, toutes les questions se rattachent et deviennent des disputes personnelles. Est-ce ainsi qu'on fait avancer les questions d'un pas? Comment, par exemple, il s'agit de savoir si telle route est bonne ou non et vite vous mettez des noms propres en avant, alors que ces noms n'ont pas même songé un instant aux étroits calculs que vous leur prêtez avec tant de générosité, et c'est avec ces commérages que vous voulez décider et entraîner l'opinion publique!

Serait-ce sa ligne politique que nous adopterions? Mais en a-t-il une d'abord? Avec quelle opposition marche-t-il? Un jour, il nous a appris,

avec une rare naïveté, qu'il n'était pas un journal parlementaire; puis, un autre jour, oubliant qu'il avait donné sa démission d'homme politique, il a fait chorus avec les sept ou huit oppositions hostiles, qui, malgré leurs divisions radicales, se flattent de représenter l'opinion publique.

Serait-ce ses programmes et professions de foi qui nous séduiraient? Mais à force d'y tout rencontrer, nous n'y trouvons plus rien. Tout cela est vague, creux, sonore, retentissant, mais parfaitement vide.

Nous avons donc beau prendre le *Progressif* par tous les bouts, avec son grand et son petit format — à l'occasion duquel il a imaginé de curieuses homélies qu'il aurait dû s'épargner la peine de publier, puisque c'est mettre le public, même le public idolâtre, dans les secrets de ses embarras intérieurs —, au commencement, au milieu, à la fin de cette première année de son existence et nous ne rencontrons rien qui puisse nous faire espérer de trouver le moindre fruit à nous faire les disciples du *Progressif*, et, après tout, nous avons peut-être grand tort d'agir de la sorte, mais la confiance ne s'impose pas et nous en avons très peu, nous l'avouons, dans les recettes et les théories de ce journal indépendant. Nous ne l'en écouterons pas moins chaque vendredi et nous aurons sans doute, au moins une fois, occasion de tirer profit de notre patience. Nous le désirons bien vivement et pour lui et pour notre pays.

Le *Progressif* nous donne deux leçons: l'une de littérature, l'autre de géographie. Voyons donc.

Ce journal, dans un de ses derniers articles nous avait gratifié d'une citation poétique. Nous l'en remercions bien, mais nous avouons qu'il aurait tout aussi bien fait de ne rien changer au vers de V. Hugo, et de citer la strophe en entier. Cela aurait rendu au moins la citation complètement ridicule et déplacée et l'a-propos venant du *Progressif* n'en aurait été que meilleur. A l'avenir nous saurons qu'il refait V. Hugo à son usage. Ce vers, dit-il, est très connu. C'est un point d'histoire littéraire contemporaine que nous recommandons à l'attention des admirateurs:

« Je n'ai ni lourd bâton ni lance redoutée.

Vers très connu!! et pourquoi? Pour la pensée? pour la forme? pour l'idée? pour l'expression? Il n'y a que l'imagination du *Progressif-Sylphe* pour avoir des admirations aussi prodigieuses pour un vers si modeste et si peu re-

tentissant. V. Hugo doit être échanté de ce fanatisme. Si ce vers est très connu, que doit être les autres, ceux qui sont véritablement connus ! Nous savons au moins que le *Progressif* puise ses inspirations dans les ballades et dans les ballades les plus éthérées : nous comprendrons, à l'avenir, les plaisanteries du Sylphe.

Voyons maintenant pour la géographie. Le *Progressif* affirme que le hameau de Casta n'existe que dans nos charnantes rêveries. Que le *Progressif* consulte donc ses rédacteurs ou propriétaires et on lui apprendra que sur la route de St-Florent à l'île-Rousse, à peu près à 20 kilom. de St-Florent, il existe une hôtellerie avec trois ou quatre corps de logis rangés autour et que cette hôtellerie, que nous nommons hameau, d'après les exemples des géographes, s'appelle Casta. Si nous faisons de charnantes rêveries que le *Progressif*, emporté sur l'aile du Sylphe qui l'inspire, aille à ce petit hameau de Casta et il pourra se convaincre combien la route de St-Florent serait favorable à ce petit hameau auquel, si nous allions à l'école du *Progressif*, nous pourrions dire que l'on veut sacrifier le Nebbio et St-Florent.

Les commerçants de Bastia sont toujours dans les mêmes alarmes au sujet du bateau de la correspondance qui, cette semaine encore, malgré le plus beau calme, est allé à St-Florent au grand détriment du commerce et des passagers. Dans notre dernier numéro nous avons dit que la semaine dernière l'hélice du *Napoléon* avait coupé une amarre, mieux renseignés nous avons appris que ce n'était qu'un petit grélin qui s'y était entortillé par la faute de ceux chargés de diriger le mouvement du bateau, mais cela n'a causé aucun retard ni le plus léger inconvénient. Nous avons encore pris des informations auprès des personnes de l'art et nous avons appris que le *Napoléon* n'a qu'un tirant d'eau de 3 mètres et quelques centimètres et que le fond de notre port est de 5 à 6 mètres. Nous ne répétons pas tous les bruits qu'on a fait circuler sur les motifs qui auraient engagé le commandant du *Napoléon* à aller à St-Florent plutôt que de venir à Bastia ; ces motifs seraient trop reprenables pour les accueillir légèrement. Nous pensons néanmoins qu'avec un peu de bonne volonté et le désir de faciliter les relations avec le continent français, le *Napoléon* peut continuer le service de la manière dont il a été fait jusqu'ici et que son interruption, pendant deux semaines où la mer était très calme, est inexplicable.

Par ordonnance royale du 1^{er} décembre courant M. Lazarotti, Antoine-Sébastien a été nommé maire de la ville de Bastia. MM. Milanta Pierre et Santelli Nicolas, adjoints.

— Conformément aux propositions du conseil académique de la Corse et sur la demande de M. le recteur, M. le ministre de l'instruction publique vient d'accorder, pour l'année scolaire 1842-1843, les récompenses honorifiques aux instituteurs et institutrices primaires dont les noms suivent :

Rappel de médaille d'argent.

Le frère Eucher, directeur-général des écoles chrétiennes de la Corse, à Ajaccio.

Médaille d'argent.

Le frère Hermenigilde, sous-directeur des écoles chrétiennes, à Ajaccio.

Rappel de médaille de bronze.

Mlle Testa, institutrice privée à Bastia.

Médailles de bronze.

Le frère directeur des écoles chrétiennes, à Bastia.

MM. Istria Jean-Toussaint, instituteur, à Sartène; — Vignally Ange-Mathieu, idem, à Zilia.

Mentions honorables.

MM. Vincenti, instituteur, à Bastelica; — Martini, instituteur, à Moita; — Cotti, instituteur, à Morato; — Poggi Ange-Antoine, instituteur, à Sarrola et Carcopino.

— Par ordonnance royale du 10 novembre : M. Albertini Paul-Pierre, sous-lieutenant au 2^e régiment de ligne, a été promu lieutenant au même corps.

M. Pietri Don-Jean Baptiste-Bonafede, sous-lieutenant au 3^e léger a été promu lieutenant au même corps.

Le Télégraphe partira de Bastia pour Ajaccio le 17 à 7 heures du matin touchant à l'île-Rousse et Calvi ; le 19 partira d'Ajaccio pour Propriano pour être de retour et repartir le soir même pour Bastia.

INSTRUCTION SPÉCIALE.

L'Ecole préparatoire à la Marine, dirigée à Paris, rue Neuve St-Geneviève, N° 11, par M. Lorioi, ouvrira, le 10 janvier prochain, un nouveau Cours d'études destiné aux jeunes gens qui, se trouvant arriérés ou pressés par l'âge (on n'est point admis à l'école navale après seize ans) doivent commencer immédiatement ou continuer leurs études préparatoires.

Cet Etablissement auquel S. A. R. Le Prince de Joinville a donné, dans plusieurs circonstances, des témoignages d'intérêt et dans lequel les études mathématiques et les études littéraires marchent de front, a fait admettre cette année, douze élèves à l'école navale, huit à l'école militaire de St-Cyr, et trois à l'école polytechnique. Les candidats aux deux dernières écoles ont été, sur la demande des parents, admis à continuer leurs études dans l'établissement et dans deux divisions entièrement distinctes et séparées dans chacune desquelles on ne reçoit que vingt élèves afin de mieux assurer leur admission. Les élèves sont reçus dès l'âge de 12 ans. S'adresser au Directeur.

Espagne.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Bayonne, le 2 décembre.

M. Pidal a été nommé président du congrès ; il a réuni 80 voix ; M. Lopez en a eu 66.

Le ministère a présenté une loi d'amnistie et une autre sur l'élection des ayuntamientos.

A la suite de la nomination de Pidal, M. Olozaga ayant demandé la dissolution des cortès, la reine aurait fait appeler, dans la nuit du 29 au 30, le président et les vice-présidents du congrès, et, d'après leurs conseils, la présidence du conseil des ministres et la secrétaire d'Etat auraient été retirées à M. Olozaga.

— On lit dans la *Presse* de ce matin 4 décembre : « Un haut personnage, en position de puiser les nouvelles d'Espagne aux meilleures sources, assurait hier au soir que le *Messenger* n'avait pas publié tout ce que le télégraphe avait appris dans la journée au ministère. Aux nouvelles, déjà si graves, données par la feuille du soir, il ajoutait celle, plus grave encore, de l'arrestation de M. Olozaga. Nos propres informations sont venues dans la journée nous autoriser à croire que le cabinet a été, en effet, informé, quoique sans détails encore, de cet événement inattendu. »

— On lit dans l'*Herald* :

« S. M. la reine Dona Isabelle II a fait mander hier le président du congrès, et lui a déclaré que

M. Salustiano de Olozaga lui avait attaché violemment un décret d'une extrême importance, (la dissolution des cortès) qu'elle considérait comme très préjudiciable aux intérêts du trône et du pays. S. M. demandait les conseils nécessaires pour empêcher l'exécution de ce décret. Sur l'avis du président même, MM. Pedro Pidal, président du congrès, Andres Alcon, Manuel Mazarredo, Javier de Quinto et Louis-Gonzalez Bravo, vice-présidents, se sont réunis dans la chambre de la reine. S. M. a daigné faire à ces Messieurs des révélations importantes, dont ils ont été aussi surpris qu'indignés, et aussitôt, d'un avis unanime, ils ont déclaré que M. Salustiano de Olozaga était coupable de lèse-majesté, et qu'il ne pouvait plus conserver son poste un seul moment.

En conséquence, M. Frias, ministre de la marine, a contresigné le décret qui destituait M. Salustiano de Olozaga de ses fonctions de ministre d'Etat et de président du conseil.

Le décret qui rétablit les emplois donnés par Espartero au moment de sa chute, et celui dont il s'agit, prouvent d'une manière certaine que M. Salustiano de Olozaga, trompant la confiance que S. M. et le congrès avaient placée en lui, cherchait à détruire la situation créée par la dernière révolution, et qu'il méditait une effroyable réaction.

ESPAÑE. — M. Gonzalez-Bravo a lu au sénat et au congrès la déclaration suivante signée de la main de la reine :

« Dans la nuit du 28 du mois passé, Olozaga se présenta devant moi. Il me proposa de signer un décret de dissolution des cortès, et je répondis que je ne voulais pas le signer, en donnant pour l'un des motifs de mon refus que ces mêmes cortès avaient proclamé ma majorité. Olozaga insista ; je refusai de nouveau. Je me levai et je me dirigeai vers la porte à la gauche de la table. Olozaga se mit entre la porte et moi, et la ferma à clé. Je me dirigeai vers la porte vis-à-vis ; Olozaga se plaça de nouveau entre cette porte et moi, et la ferma comme la première. Il me saisit par la robe, et m'obligea à m'asseoir ; puis, il me prit la main, et me força d'apposer ma signature. Je me retirai aussitôt dans ma chambre. »

S. M. a ajouté : « Avant de se retirer, Olozaga me demanda ma parole de ne rien dire à personne de ce qui s'était passé ; moi je lui répondis que je ne pouvais lui faire cette promesse. »

Cette lecture a soulevé de vifs applaudissements pour la reine et des cris de mort contre Olozaga, qui n'en a pas moins assisté à la séance du congrès.

Une proposition tendante à demander son exclusion des cortès a été renvoyée à la commission.

Dans un discours prononcé le 5 décembre devant le congrès, M. Olozaga s'est attaché à se justifier des reproches contenus dans le message. D'après lui, les choses entre la reine et lui se seraient passées autrement et la signature de dissolution des cortès aurait été obtenue du libre consentement de S. M. et en présence de plusieurs personnes. Ce message n'est qu'un piège de ses ennemis politiques qui voudraient le déshonorer aux yeux de la nation espagnole.

Dans la soirée, des troubles ont eu lieu à Madrid. Des cris de vive Espartero ! A bas le ministère ! meure Narvaez ! ont été poussés par des groupes très animés. La force armée a été nécessaire pour rétablir l'ordre et elle n'a pu le faire sans être obligée de répandre du sang.

— L'émancipation de Toulouse a des nouvelles de Barcelone du 26. Il y avait eu encore quelques arrestations, et pourtant l'*Imparcial* insé-

rait ces deux lignes : « Il vaut mieux laisser échapper cent coupables que faire périr un innocent. »

La *Prosperidad* repartait. On annonce aussi la publication du *Dominus vobiscum*. La presse barcelonaise comptera sept organes.

Les élections pour les cortès vont avoir lieu.

A Astorga, on a célébré la majorité de la reine par un *Te Deum* et un bal public sur la grande place ; mais quand la nuit est venue, les volontaires royalistes de 1823, les seuls que l'autorité n'a pas désarmés, ont reparu brisant à coups de pierres les vitres des libéraux et criant à tue-tête : « Meurent les negros ! qu'on nous livre leurs têtes ! »

— On lit ce matin dans le *Moniteur* :

« Le gouvernement s'est en connaissance que par le journal le *Commerce*, de la préférence avancée dont Ben-Gannah aurait été victime, et des conséquences qui en seraient résultées dans la province de Constantinople. Nous sommes autorisés à déclarer qu'aucune nouvelle, directe ou indirecte, n'est venue donner la moindre consistance à de pareilles assertions. »

Nouvelles Diverses.

— Voici quels seront à l'ouverture de la session les points de réunion de Messieurs les députés :

Le comité radical se réunira chez M. Marie, député de Paris.

Le comité de l'extrême gauche, chez le général Thiers.

Le comité de la gauche puritaine, chez M. Lherbette.

Le comité de la gauche simple, chez M. Odilon-Barrot.

Le comité du centre gauche, chez M. Ganneuron.

Et le comité légitimiste chez M. Berryer.

Quant au parti conservateur, il se rassemblera dans les salons du général Jacqueminot à l'état-major de la garde nationale, place du Carrousel.

Des réunions auront lieu le lendemain de la séance royale pour la formation du bureau ; on pense que le parti conservateur tiendra à maintenir le bureau actuel ; on peut dès lors prédire que M. Sauzet sera président.

— On assure qu'à partir du 1^{er} janvier prochain, Paris va avoir des gardiens de jour et de nuit ; chaque rue en aura au moins un. Tous seront en correspondance suivie, au moyen d'un bruit de sifflet particulier. L'institution de ces gardiens, on le comprend suffisamment, aura pour but de rendre les vols de plus en plus rares et de faciliter l'arrestation des malfaiteurs.

M. le duc et M^{me} la duchesse de Nemours arrivés à St-Cloud, ont trouvé le comte d'Eu dans une position qui donne de vives inquiétudes. M^{me} la duchesse de Nemours s'est aussitôt installée près de son fils, qu'elle ne quitte pas d'un instant.

— Voici comment M. le duc de Bordeaux joue à la royauté en Angleterre :

Plus de 300 Français, dit le *Morning-Post*, se sont réunis hier dans les appartements de M. de Châteaubriand pour présenter une adresse à ce vénérable et estimable gentleman. Le duc de Fitzjames ayant été à l'unanimité choisi pour porter la parole, a adressé à M. de Châteaubriand un discours commençant ainsi :

« Monsieur le vicomte, après avoir rendu hommage au roi de France, (to the king of France) il nous reste encore un devoir à remplir, et nous nous pressons autour de vous pour rendre hommage à la royauté de l'intelligence. »

A peine le duc de Fitzjames venait-il de prononcer cette allocution, que Mgr le duc de Bordeaux est entré dans le salon. M. de Châteaubriand a voulu témoigner sa reconnaissance à l'assemblée, mais son émotion était telle qu'il n'a pu parler. Le prince alors s'est avancé et il a dit :

« Messieurs, j'ai appris que vous étiez réunis dans les appartements de M. de Châteaubriand, et j'ai voulu profiter de cette occasion pour vous rendre votre visite, tant je suis heureux de me trouver au milieu de mes compatriotes. J'aime la France parce qu'elle est ma patrie, et si jamais mes pensées se sont arrêtées sur le trône de mes ancêtres, ce n'était que dans l'espoir d'avoir l'occasion de servir mon pays, avec les principes et les sentiments si glorieusement proclamés par M. de Châteaubriand, et qui peuvent compter encore sur tant et de si nobles défenseurs dans notre terre natale. »

GRANDE-BRETAGNE. — Le duc de Bordeaux, après sa visite au duc de Northumberland, est arrivé à Londres le 27 novembre. Dix-huit personnes de distinction ont dîné le soir même avec le jeune prince, dans Belgrave-Square.

La reine Victoria, le prince Albert et la duchesse de Kent ont visité Sir Robert Peel à sa résidence de Drayton-Manor.

Les partisans du suffrage universel sont résolus à refuser l'impôt au gouvernement, s'il ne se décide point à faire cette grande concession. M. Shermann Crawford approuve, dit-on, le plan d'un meeting de députés à Londres, avant l'ouverture du parlement, pour soutenir et diriger l'opinion en faveur de cette mesure.

Le bruit court dans la cité, et paraît avoir trouvé créance, que les différends de l'Angleterre avec le Mexique, tant pour les affaires commerciales que pour ce qui concerne l'offense commise envers le pavillon britannique, ont été terminés entre le gouvernement et le représentant de la république à Londres.

M. le duc de Pamella, qui suivait à Londres les négociations relatives au traité de commerce entre le Portugal et l'Angleterre, vient d'être appelé à Lisbonne. La conclusion de ce traité se trouve ainsi ajournée indéfiniment.

Les journaux anglais prétendent que la mission du prince Wallerstein avait pour objet de donner l'assurance aux gouvernements anglais et français que le roi de Bavière et le roi Othon n'avaient d'autre désir que celui d'établir et de consolider en Grèce un gouvernement franchement constitutionnel.

On craint des troubles sérieux cet hiver dans les parties du sud ou de l'ouest de l'Irlande.

— On écrit d'Alger, le 25 novembre :

« La ville d'Alger a voulu donner un banquet au duc d'Aumale. Près de deux cents personnes, choisies parmi les notabilités civiles et militaires de la ville, y assistaient. M. le maréchal Bugeaud a porté la santé du roi ! Ensuite, plusieurs toasts ont été portés : — A l'Armée ! — Au maréchal Bugeaud ! — A la colonie ! »

« Au toast porté à S. A. R. Mgr. le duc d'Aumale, le prince a répondu :

« Le roi sera fort heureux, messieurs, de l'accueil que vous voulez bien me faire. Je vous en remercie en son nom. »

« Le roi nous a envoyés ici, nous ses fils, pour y payer à la patrie notre dette de citoyens et de soldats, pour montrer que notre titre de princes était celui de premiers serveurs de la France. »

« Il nous a envoyés ici pour prouver tout l'intérêt qu'il porte à ce beau pays, illustré par nos armes, à cette noble conquête de la civilisation, à cette nouvelle France, dont la création fera la gloire de son règne ! »

« C'est donc en son nom, au nom de tous les

miens, au nom de ce frère à jamais regrettable, dont vous avez conservé un si touchant souvenir, que je viens boire avec vous à la prospérité croissante de l'Algérie, à son bonheur et à son avenir ! »

— Le *Journal des Débats* publie quelques idées sur un plan de recrutement imaginé par M. Jauffrès, avocat à la cour royale de Paris. Le système de M. Jauffrès est fort ingénieux.

Il propose de supprimer le tirage et de rendre le service obligatoire pour tous. Ceux qui voudraient s'en exempter, au lieu de fournir un remplaçant, verseraient en argent une contribution dont le montant varierait selon les besoins du service et les facultés des familles, entre un minimum de 100 fr. et un maximum de 800 fr. Les sommes provenant de cette contribution seraient placées en rente sur l'Etat, pour être réparties, à l'issue du service de chaque contingent, entre les hommes qui auraient figuré sous les drapeaux et qui s'y seraient comportés avec honneur.

Ainsi, d'une part, le remplacement ne serait plus un contrat arbitraire entre les marchands d'hommes et ceux qui veulent s'exempter du service. C'est à l'Etat que le service est dû, c'est à l'Etat que serait payé le prix de l'exemption fixée d'une manière équitable, les plus riches venant pour ainsi dire en aide aux jeunes gens moins aisés, que leur goût, leur vocation, ou des raisons domestiques éloigneraient cependant du service. D'une autre part, l'espérance de recevoir un pécule assez considérable en rentrant dans leurs familles, ferait trouver le service léger au plus grand nombre des jeunes gens, qui seraient sûrs de trouver des ressources à l'expiration de leur service.

— On lit dans le *Journal de l'arrondissement du Havre* :

« Le gouvernement vient d'accorder à M. Sauvage, inventeur des hélices, du *physionotype*, de la machine à réduire et de plusieurs autres systèmes mécaniques aussi utiles qu'ingénieux, une pension annuelle de 2,400 francs. C'est un acte de justice que nous signalons avec le plus vif plaisir et auquel tout le monde applaudira. La supériorité des hélices simples de M. Sauvage sur toutes les autres est incontestable, et les avantages qui résultent de leur application à la navigation sont nombreux et bien prouvés. On fait encore, il est vrai, des essais de perfectionnement, mais ces essais mêmes prouvent l'excellence du système primitif auquel on reviendra tôt ou tard. La suppression des tambours encombrés et disgracieux est un immense progrès, qui permettra aux bateaux à hélice de faire, dans les rivières étroites, une navigation impossible avec les bateaux à roues. On a essayé, par exemple, d'établir un service de bateaux à vapeur entre le Havre et Pont-Audemer, mais la Risle étant trop étroite et les tambours doublant la largeur du navire, il fallut renoncer à l'exploitation de cette ligne. Avec un bateau à hélice, rien ne serait plus facile que de réaliser cette idée, qui pourrait être féconde en bénéfices. »

« On nous assure que le gouvernement est sur le point de traiter avec M. Sauvage, afin d'appliquer son système aux navires à vapeur de l'Etat. »

— M. Kalerki, frère du fameux Kalerki qui a joué un grand rôle dans les derniers événements de la Grèce, a reçu de l'Empereur Nicolas l'ordre de quitter dans 24 heures la Russie, qu'il habitait depuis plusieurs années.

— Les personnes auxquelles l'usage du café ou du chocolat est défendu celles atteintes de maladies d'estomac ou de poitrine, trouveront, dans le *RACONTOUR DES ARABES*, un déjeuner très agréable et de la plus facile digestion : Dépôt chez M. Girault ph. à Bastia.

Chez les FRÈRES FABIANI.
POUR ÉTRENNES.
BIBLIOTHÈQUE
DE LA
JEUNESSE CHRÉTIENNE

PUBLIÉE AVEC APPROBATION
DE MGR L'ARCHEVÊQUE DE TOURS.
Chaque ouvrage forme un beau volume d'environ 400 pages in-8°, orné de vignettes, culs-de-lampe, etc.

ARCHÉOLOGIE CHRÉTIENNE, ou Précis de l'Histoire des Monuments religieux du moyen-âge, par M. l'abbé J.-J. Bourasse, professeur d'archéologie au petit séminaire de Tours, membre de la Société française pour la conservation des monuments historiques et de la Société archéologique de Touraine. (Seconde édition).

BIENFAITS DU CATHOLICISME DANS LA SOCIÉTÉ, par M. l'abbé Pinard, curé du diocèse de Tours.

ENTRETIENS SUR LA CHIMIE et sur ses applications les plus curieuses, suivis de notions de manipulation et d'analyse chimiques, par Ducoin-Girardin, ingénieur civil, professeur de chimie et de physique appliquées aux arts.

ENTRETIENS SUR LA PHYSIQUE et sur ses applications les plus curieuses, par M. Ducoin-Girardin, ingénieur civil, professeur de physique et de chimie appliquées aux arts.

LES DOCS DE BOURGOGNE, Histoire des XIV^e et XV^e siècles, par F. Valentin, auteur de l'Histoire des Croisades, de l'Histoire de Venise, etc.

FLEURS DE LA POÉSIE FRANÇAISE, présentant, dans un ordre chronologique les morceaux les plus remarquables de la poésie française, depuis le commencement du XVI^e siècle jusqu'à nos jours, avec une notice sur chaque poète; par M. l'abbé Rabion, professeur au petit séminaire de Tours.

FLEURS DE L'ÉLOQUENCE, recueil en prose des plus beaux morceaux de littérature française, depuis Joinville jusqu'à nos jours, avec une notice sur chaque auteur; par M. l'abbé Renaud, professeur de rhétorique au petit séminaire de Tours.

LES HÉROS DE LA VÉNÈSE, ou Biographie des principaux chefs vendéens, par M. de Pro.

HISTOIRE D'ALGER, de son territoire et de ses habitants, de ses différents gouvernements, de ses pirateries et de ses guerres, depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, dédiée à Monseigneur Dupuch, évêque d'Alger, par M. Stéphen d'Estry.

HISTOIRE DE NAPOLÉON, par Amédée Gabourd.

LETTRES ÉDIFIANTES ET CURIEUSES SUR L'ALGÉRIE, par M. l'abbé Suchet, vicaire-général d'Alger. (Seconde édition).

NOUVEAU TRAITÉ DE GÉOLOGIE, ou Exposé de l'état actuel de cette science considérée dans ses rapports avec l'agriculture, l'industrie, les arts et la tradition biblique, par Alex. Giraudet, lauréat de l'Institut.

NOUVEAU CHOIX DES LETTRES DE M^{me} DE SÉVIGNÉ, spécialement destiné aux petits séminaires et aux pensionnats de demoiselles, par M. l'abbé Allemand, directeur des études au petit séminaire de Valence.

RELIGION, HISTOIRE, POÉSIE, par Poujoulat.

SOUVENIRS ET IMPRESSIONS DE VOYAGE, par M. vicomte Walsh.

TABLEAU DE LA LITTÉRATURE ALLEMANDE, par M^{me} Amable Tastu.

TRÉSOR LITTÉRAIRE DES JEUNES PERSONNES ou ex-

traits des ouvrages des femmes les plus célèbres, avec une notice sur chaque auteur, par M. J. Duplessy, membre de l'Institut historique.

Prix de chaque ouvrage élégamment relié, 5 fr.

LA TAXE EN MATIÈRE CIVILE,

CONTENANT :

1^o LES TABLEAUX DE CHAQUE PROCÉDURE, SUIVANT L'ORDRE DU CODE, AVEC L'INDICATION DES DÉROGATIONS ET ÉCARTS DE TOUTES LES LOIS POUR PARIS ET POUR LES DÉPARTEMENTS;
2^o LES LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES SUR LES FRAIS ET DÉPENSES, LES DROITS DE GREFFE, LES DROITS D'HYPOTHÈQUE, ETC., ETC.

SUIVIS DE NOTES ET D'OBSERVATIONS,

PAR M. CARRÉ,

Ancien avocat à la Cour royale de Paris, président du Tribunal de première instance de Tours.

... Suivi d'un

Un fort volume grand in-8, imprimé sur papier grand-raisin collé,

Avec un grand nombre de tableaux ou modèles d'états de frais pour toute procédure.

Et une TABLE ALPHABÉTIQUE raisonnée.

Prix broché : 9 francs.

**MANUEL
DES FABRIQUES,**

PAR UN VICAIRE GÉNÉRAL DE TOURS.

3^e édition, considérablement augmentée.

Prix : br. 1 fr. 50 c.

**PARNASO
CLASSICO ITALIANO,**

CONTENANT

DANTE, PETRARCA, ARIOSTO ETASSO.

Un grosso vol. in-16° a due colonne. — Prezzo : 8 fr.

**LA
GERUSALEMME**

LIBERATA

DI

TORQUATO TASSO

CON INDICE.

Vol. in-32. — Prezzo : 2 fr.

En vente : Prix 1 fr. 50 cent.

CANTI POPOLARI CORSI

Con note illustrative sui costumi e sul dialetto dei diversi paesi dell'isola, e coll'aggiunta di una novella storica Corsa di Gio: VITO GRIMALDI intitolata :

MARIUCCIA DI VICO.

LE MAÎTRE D'ESPAGNOL, ou Éléments de la langue espagnole, à l'usage des Français, par J.-L.-B. Cormon, 10 édition, 1 vol. in-12. . 3 fr. 50 c.

DIALOGHI o ESERCIZI spagnuoli-italiani, Manuale Epistolare o Modelli di lettere mercantili, familiari ed altre, squarci di prose e di poesia, etc. di S.-H. Blanc, 1 vol. in-12. . 4 fr.

ARTE DE LA CORRESPONDENCIA en italiano y español, por S. H. B. 1 vol. in-32. . 2 fr. 50 c.
Et. NOVISSIMO CHANTREAU d'Arte de hablar bien francés, 1 vol. in-8°. . 4 fr.

LE NOUVEAU SORRINO ou Grammaire de la langue espagnole, réduite à XXIII leçons, par Don Francisco Martinez, 10^e édit. 1 vol. in-8°. . 5 fr.

Pour paraître en Janvier prochain.

LA COMMUNE DE BASTIA

ET

SON COLLEGE ROYAL,

OU

Relation de tout ce qui s'est passé depuis novembre 1830 jusqu'à ce jour.

Cartes de Visite imprimées;

2 fr. 50 le cent.

AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWARZSCHILD, banquier à Francfort sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres originaux :

De la Dette d'Autriche de 1839 de 30 millions de florins, id.

de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus,

au taux de la bourse. — Les prospectus français,

le tableau des remboursements, etc. et tous les renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.



MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 7 au 13 décembre 1843.

ARRIVÉES.

Lerici, bat. à vap. Sebastiani. c. Valzi, passag. Portovecchio. mistick. Pipi. c. Guaitella, bois. Portovecchio. goél. St-Joseph. c. Mecolin, sel. Livourne. b. à v. Pozzodiborgo, c. Bertocci, pass. Ajaccio. b. à vap. Télégraphe. c. Lota, passag. Portovecchio. boeuf. Précurseur. c. Valery, planches.

Livourne. mistick. Assomption. c. Thiers, diver. Livourne. b. à vap. Golo. c. Bugliani, passagers. Livourne. bat. à vap. Sebastiani. c. Valzi, passag. Livourne. mistick. St. V. Ferreri. c. Battistini, blé.

DÉPARTS.

Ajaccio. b. à vapeur. Télégraphe. c. Lota, pass. Naples. balancelle. St-François. c. Palomba, ang. Livourne. b. à vap. Golo. c. Bugliani. Toulon. brick goél. La Corse. c. Sisco, blé. Livourne. b. à vap. Sebastiani. c. Valzi. Gènes. boeuf. V^e des Carnes. c. Baussa, bois. Livourne. b. à vap. Télégraphe. c. Lota. Livourne. b. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertocci. Livourne. brick. Migliacciaro. c. Alessandri, lest. Portovecchio. gondole. Conception. c. Gabrielli, diverses.

Le Garant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance de LEJOLIVET et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



**PRIX D'ABONNEMENT
POUR LA CORSE.**

Pour un an 16 fr.
Pour six mois 8
Pour trois mois 4
Pour le Continent 20
Pour l'étranger 24

PRIX D'INSERTION.

Diverses 40 cent.
Judiciaires 35

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE, LITTÉRAIRE ET COMMERCIAL.

Feuille d'Annonces Légales.

Bastia.

DU PORT DE BASTIA.

D'après des renseignements qui nous sont parvenus et que nous avons tout lieu de croire exacts, cette question si importante aurait subi une nouvelle modification qui reporterait les études sérieuses et définitives sur l'anse St-Nicolas. Nous serions loin de nous plaindre d'un pareil résultat, car, pour nous, l'anse de St-Nicolas était l'objet de nos désirs car ce n'était que là qu'il était possible de donner à Bastia un port vaste et complètement sûr. La commission nautique, cédant dit-on à des craintes fort naturelles, s'était ralliée, pour deux raisons, à l'idée d'améliorer le port actuel, d'abord parce que c'était le seul projet qui fût, à proprement parler, soumis à son examen et ensuite parce qu'elle redoutait que le gouvernement, effrayé des dépenses à faire à St-Nicolas, ne voulût point adopter des plans qui l'entraîneraient au-delà des dépenses qu'il était disposé à faire pour Bastia. Ce n'était donc que comme un pis aller, qui avait au moins l'avantage de sortir du provisoire et qui présentait quelque amélioration à l'état actuel que le projet en question avait été adopté et c'était aussi en ce sens que nous l'avions appuyé nous-mêmes.

Mais ce projet qui n'était adopté que comme pis aller, n'aurait pas même les chances de succès sur lesquelles on avait pu compter : un nouveau travail serait préparé qui changerait complètement la face de la question. Tout serait donc remis à l'état d'étude et il deviendrait dès lors utile d'examiner de nouveau l'opportunité et l'avantage de construire le port à St-Nicolas. Cette solution imprécise nous rend donc toute notre liberté et nous permet de revenir sur un projet que nous n'avions abandonné qu'à notre corps défendant et dont nous avions rappelé en peu de mots tous les avantages.

Nous n'avons pas besoin de revenir sur l'apropos d'établir le port à St-Nicolas. C'est un fait acquis à l'opinion publique et contre lequel il est impossible de s'élever raisonnablement. Toute la difficulté consiste aujourd'hui à arriver aux moyens d'exécution, c'est-à-dire aux moyens de convaincre le gouvernement que la construction du port à St-Nicolas ne coûterait pas plus que les sommes qui seraient nécessaires pour donner au port actuel les avantages et les améliorations sur lesquels paraissait compter la commission nautique. Sous ce rapport, la brochure de M. Rang, ca-

pitaine de corvette, brochure dont nous sommes loin d'adopter toutes les idées, mais qui est excellente comme principe posé, en donnant l'aveu à l'opinion publique, aura eu au moins pour avantage de faire revenir sur un examen fait sous des inspirations peut-être trop exclusives et de préparer de nouvelles études. Quant au chiffre comparatif des dépenses à faire pour l'exécution de l'un ou de l'autre de ces projets, c'est là un travail que la presse ne saurait faire avec utilité et que l'habile ingénieur de notre arrondissement, qui a étudié la question sous toutes ses faces et sur les lieux même, fera sans aucun doute de façon à porter la conviction dans l'esprit du ministre des travaux publics.

La question est double : rendre sûr le port de Bastia, puis l'agrandir. Voilà le problème à résoudre. Ajoutons qu'il en est un second non moins urgent, à savoir, prendre le plus promptement possible un parti décisif et sortir enfin de ce terrible provisoire dont les intérêts commerciaux de Bastia et son avenir ont si fort à souffrir.

Si une faible dépense suffisait à abriter le port actuel de Bastia, comme on l'assure, il deviendrait dès lors possible de reporter sur St-Nicolas l'exécution de la dépense nécessaire pour exécuter en son entier le plan auquel se sont arrêtées les deux commissions et le conseil municipal. La difficulté git dans le rapport à établir entre les deux dépenses à faire dans l'un ou l'autre cas.

Nous aurons au reste occasion de revenir sur cette importante question, quand les projets nouveaux, dont nous avons entendu parler, seront arrivés à un état plus avancé. Tout ce que nous voulons constater aujourd'hui, c'est que la commission nautique n'a pu entendre exclure les travaux à exécuter à St-Nicolas ; qu'elle ne s'était occupée du projet d'améliorer et d'agrandir le port actuel que parce qu'elle était seulement consultée sur ce projet spécial. La question de St-Nicolas reste donc réservée, d'autant plus que, depuis la décision de cette commission, des faits nouveaux se sont accomplis, qui doivent faire changer le point de vue, — point de vue quel que peu désespéré, nous l'avons sans peine, et nous l'avons déjà dit, — sous lequel on avait examiné la question du port de Bastia. Mais nous ne saurions trop le redire : il faut sortir du provisoire et arriver enfin à quelque chose de définitif.

Cette solution sera au reste facile puisqu'avec une somme peu considérable, et qui ne s'éloignerait pas sensiblement du chiffre auquel le gouvernement était arrêté pour améliorer, si faire se pou-

vait, la crique actuelle, on pourrait établir à St-Nicolas un port vaste et sûr et c'est sur ce point surtout, sur ce rapprochement tout à l'avantage de l'anse St-Nicolas, que doivent porter les démonstrations des ingénieurs et de la presse. Nous ne manquons pas, pour notre part, de faire nos efforts pour rendre cette démonstration évidente. Aujourd'hui gisent toute la question et toute la difficulté.

Le *Progressif* a voulu se faire historien et il s'est imaginé qu'un pamphlet bien méchant, et dans lequel il se donne tous les honneurs, serait accepté par ses lecteurs pour de l'histoire. Il renouvelle une allusion qui ne repose que sur de misérables bavardages et qui, selon lui, doit mettre l'Insulaire dans de graves embarras. Ce journal, qui ne comprend en rien la dignité de la presse, ne peut sortir de son système de personnalités, le plus misérable qui soit au monde et qui ne trahit que des passions étroites et malveillantes. Dieu merci, personne ne prend au sérieux une semblable polémique et le *Progressif* en restera pour ses frais d'imagination et son mauvais esprit. Il achèvera ainsi de se discréditer dans l'opinion publique. C'est, après tout, le seul service qu'il peut rendre au pays.

Mais parmi les reproches ridicules qu'il adresse à l'Insulaire, il en est un qui, par son exagération, fera toucher du doigt, aux plus prévenus, aux plus opiniâtres de ses adorateurs, ce qu'il y a de peu relevé dans cette guerre déloyale qu'il fait à l'Insulaire. Ainsi, à entendre cette feuille véridique, l'Insulaire serait devenu tout-à-coup violent, emporté, et serait allé puiser ses modèles dans les écarts les plus repoussants d'une feuille de Paris, comme par son laisser aller et son franc parler qui, parfois, va jusqu'à la crudité. Si quelqu'un à Bastia a imité ces excentricités de mauvais lien, de mauvais ton ; si quelqu'un donne ici le spectacle d'un imitateur du *Globe* et de M. Gravier de Cassagne, tout le monde rendra cette justice à l'Insulaire, que ce n'est pas lui qui s'est fourvoyé à ce point. Le *Progressif*, pour sûr, n'en pourrait dire autant, et s'il l'osait, le clameur publique lui rappellerait bien vite qu'il ne lui appartient, à aucun titre, de décliner cette responsabilité et que c'est bien lui qui s'efforce d'importer à Bastia ce mauvais ton et ce mauvais goût. Nous tenions à protester, par un mot, contre de semblables récriminations qui sont tout honnement d'assez grossières calomnies.

Maintenant que dire des victoires du *Progressif*

qu'il chante avec tout de modestie et d'un ton si convenable ? que dire de ce style et de ces idées : « La même voix qui entonnait l'hymne du triomphe s'arrêtait dans le gosier de l'insulaire » au milieu de la plus belle roulade. Après maintes déconvenues de ce genre, les sifflets du parterre s'élevèrent les acteurs qu'il fallait vider la scène. Voilà le style et les idées du *Progressif* ; c'est en ces termes choisis qu'il chante ses victoires : certes s'il y avait des sifflets bien placés ne serait-ce pas pour de semblables élucubrations, et le *Progressif* ne comprendrait-il pas qu'à continuer longtemps sur ce ton, il ne provoquera, au lieu de l'aisloration qu'il a si poétiquement et si modestement rêvé exister autour de lui, que le sentiment du dégoût ? Il est des convenances dont il n'est pas permis de s'écarter, quelque violent qu'on soit d'ailleurs. A Sparte, on cherchait à détourner la jeunesse de l'ivresse en en montrant tous les hideux écarts. Le *Progressif* voudrait-il par hasard nous dégoûter de la licence de la presse ? Il lui serait difficile de mieux atteindre son but.

Quoiqu'il en soit des colères et des pamphlets du *Progressif*, nous continuerons notre tâche et si nous n'obtenons que ses dédains et ses triomphantes apothéoses pour lui-même, nous aurons, pour nous consoler, la conscience d'avoir rempli notre tâche et l'estime des gens de bien qui aiment leur pays. Cela vaut beaucoup mieux que les invectives du journal, progressif à reculons, qui se vante d'être impartial.



INSTALLATION DE LA NOUVELLE ADMINISTRATION MUNICIPALE DE BASTIA.

Lundi dernier, à une heure, le conseil municipal de la ville de Bastia s'est réuni pour l'installation de la nouvelle mairie. La salle des actes du collège royal avait été choisie pour cette importante cérémonie, le salon de l'hôtel-de-ville ne pouvant recevoir l'assemblée par suite d'un événement douloureux qui avait eu lieu dans la maison occupée par la mairie. Les principales autorités civiles et militaires s'étaient empressées d'assister à cette installation, ainsi qu'un grand nombre de citoyens notables de la ville de Bastia. M. le sous-préfet a ouvert la séance et a donné la parole à M. Casavecchia, maire sortant, qui s'est exprimé en ces termes :

« MM. les Membres du Conseil Municipal, Au moment où l'administration des affaires de notre cité va être confiée à mon digne successeur, je sens le besoin de vous adresser quelques mots pour vous exprimer mes sentiments de gratitude. Car (et j'aime à le proclamer hautement) si pendant les trois années, qui viennent de s'écouler, quelques heureux résultats ont été obtenus, si des questions d'utilité publique ont reçu une solution satisfaisante, c'est à l'effet de mon administration, que de votre coopération intelligente, active et loyale. Aussi la reconnaissance publique vous est-elle justement acquise : en mon particulier, mes bonnes intentions sont peut-être le seul titre que j'ai à l'estime des gens de bien.

Mais votre tâche n'est pas remplie, d'importantes améliorations doivent encore s'opérer : heureusement pour nous le citoyen qui est appelé à diriger vos travaux est à la hauteur de la mission qu'il a reçue du gouvernement de Sa Majesté : les qualités qui le distinguent assurent à notre pays un heureux avenir. Aidez-le de vos lumières, de votre expérience, que votre zèle ne se ralentisse jamais ; enfin soyez pour lui, ce que vous avez été pour moi.

Monsieur le Maire, le concours de votre conseil ne peut vous manquer, ce corps n'a jamais

failli à sa mission, je n'en serai pas un des membres les plus éclairés, mais vous aurez toujours en moi un homme dévoué à la chose publique. »

Après ce discours, qui a été entendu avec la plus vive sympathie, M. Morati, sous-préfet de l'arrondissement de Bastia, a adressé le discours suivant à l'assemblée :

Messieurs,

« Je suis heureux que l'installation de votre nouveau maire et de ses adjoints me procure l'occasion de me trouver en présence du corps municipal de la ville de Bastia.

« Appelé par la confiance royale à administrer le plus important arrondissement de cette île, je n'ai accepté cette charge qu'avec le vif désir et la résolution bien arrêtée d'augmenter par mes incessantes sollicitudes son bien-être et sa prospérité.

« Je ne compte pas, Messieurs, sur ma valeur intellectuelle ; je sais et je ne me le dissimule pas qu'elle est au-dessous de la tâche importante que je suis appelé à remplir ; mais ce que je sais aussi, c'est que l'amour du bien, que la droiture dans le cœur, que l'abnégation de tout sentiment qui ne serait pas celui de la justice, peuvent suppléer avec efficacité aux qualités d'esprit qu'il ne me serait donné de posséder. Mes œuvres donneront d'ailleurs, j'en espère, un démenti aux insinuations calomnieuses dont je puis avoir été l'objet.

« Je compte, Messieurs, sur le concours de tous les corps administratifs de mon arrondissement, et surtout sur celui que vous daignerez m'accorder.

« Entre l'administration supérieure et le corps municipal de cette ville régnera, j'espère, la plus parfaite harmonie ; également désireux d'accélérer le progrès de la principale ville de notre département, et d'obtenir de la bienveillance du gouvernement les améliorations, que nos besoins exigent, nous travaillerons, tous, avec zèle, à la réalisation des vœux de cette cité, et il ne doit exister de lutte entre nous, que pour nous surpasser les uns les autres dans l'accomplissement de nos devoirs. C'est cette coopération active, c'est mon dévouement exclusif aux intérêts du pays, que je viens vous promettre aujourd'hui.

« Je compte aussi sur votre coopération, Monsieur le maire. — Placé à la tête de l'administration municipale vous êtes le premier gardien des intérêts de la ville. C'est à vous qu'il appartient de préparer tous les projets d'amélioration qui doivent en assurer la prospérité. Je ne doute pas que vous n'employiez tous vos moments et toute votre sollicitude pour répondre à la confiance du gouvernement et aux espérances de vos concitoyens.

« Vous avez, Monsieur, de beaux exemples à suivre, l'honorable collègue qui vous a précédé dans les hautes et difficiles fonctions qui vous sont aujourd'hui confiées, a dignement rempli sa tâche.

« C'est à ses soins que la ville de Bastia doit la prompte ouverture du Collège Royal ; de cet établissement déjà si heureusement commencé sous l'administration de son honorable prédécesseur, et qui doit contribuer si puissamment à la civilisation de notre pays par l'instruction qu'il est appelé à répandre sur toutes les classes de la société ; c'est pendant sa gestion que le plan de la ville a été définitivement arrêté ; c'est à ses incessantes sollicitations, que sont dues, en grande partie, toutes les études préparatoires pour la confection d'un nouveau port, qui est incontestablement le premier besoin de votre ville et qui sera le complément de sa richesse commerciale.

« C'est à vous, Monsieur le maire, à compléter

son œuvre ; vous n'avez qu'à marcher sur ses traces, qu'à l'imiter, surtout, dans cet esprit de conciliation qui lui avait acquis les vives sympathies de ses collègues ; et au regret de le voir trop tôt éloigné de la direction des affaires, succèdera la satisfaction de le voir dignement remplacé.

« Et vous, Messieurs les adjoints, continuez à apporter dans l'exercice de vos fonctions le zèle et l'amour de votre pays, dont vous avez donné tant de preuves ; et la ville de Bastia ne cessera de marcher dans la voie du progrès et de la prospérité.

Après ces paroles, M. Lazarotti, nommé maire de Bastia par ordonnance royale du 1^{er} décembre, s'est levé et a prononcé le discours suivant :

« MM. les Membres du Conseil Municipal, En prenant la direction de la mairie, à laquelle le roi a daigné m'appeler, je crois devoir vous exposer la conduite que je me propose de tenir, pendant que j'aurai l'honneur d'être chargé de l'administration municipale.

« Profondément convaincu qu'il est du devoir d'un maire de se dévouer entièrement aux affaires de sa commune, je m'appliquerai à étudier avec soin celles de notre cité. Les diverses branches du service municipal seront, de ma part, l'objet d'une surveillance soutenue et incessante.

« L'état de nos finances, engagées pour plusieurs années par l'établissement du Collège Royal, nous fait une nécessité de les relever à l'aide d'une sévère économie. En effet, comment pourrions-nous autrement aux travaux en projet, qui sont réclamés par le développement et l'importance toujours croissante de notre ville ? Nous pouvons, je le sais, et nous devons même, avoir encore recours aux emprunts ; mais le crédit est un instrument dangereux pour ceux qui en usent sans une prudente réserve. L'ordre et l'économie peuvent seuls en éloigner les dangers. Économie donc, avant tout, dans l'emploi de nos ressources communales. Pour ce qui me concerne, je suis tellement disposé à appliquer ce puissant moyen à nos dépenses, que je me ferai un devoir de rendre publique ma comptabilité. C'est assez vous dire que je prends, dès aujourd'hui l'engagement d'administrer les affaires de la commune en bon père de famille.

« Cependant, Messieurs, quel que soit le zèle dont je pourrais être animé pour la chose publique, je sens que mes efforts seraient insuffisants, sans le concours du conseil municipal. Je sais donc avec empressement cette circonstance solennelle, pour réclamer de mes honorables collègues l'appui de leurs lumières et de leurs conseils. Ce sera toujours avec une vive reconnaissance que je recevrai les observations qu'ils voudront bien me présenter, car notre but, à nous tous, est de coopérer en commun au bien-être d'une ville, au sort et à la prospérité de laquelle se rattachent désormais les destinées de la Corse.

« Tels sont Messieurs, mes vœux les plus chers ; tel est le programme de mon administration. Heureux, si je parviens, en le suivant, à mériter l'approbation de mes concitoyens, et à réaliser les avantages que la commune est en droit d'attendre. C'est la seule récompense à laquelle j'aspire, et le plus beau dédommagement des peines que je suis disposé à me donner, dans l'exercice si difficile des honorables fonctions qui m'ont été départies ; fonctions que je n'ai ni sollicitées ni désirées, et que d'importants intérêts m'auraient même commandé de ne point accepter, si ce n'eût été la crainte de manquer aux devoirs d'un bon citoyen.

Ce discours, qui renferme l'expression de sentiments aux quels nous sommes heureux d'applaudir et qui, sans compromettre les intérêts de

venir, ne assurent au contraire, par une large prévoyance économique, la satisfaction entière, convenablement inaugurée la nouvelle administration. Elle saura, nous l'espérons, répondre à l'attente de tous les bons citoyens.

M. Viale, secrétaire de la mairie, a lu ensuite le procès-verbal de l'installation, procès-verbal qui a été signé par les membres du conseil municipal présents à cette séance.

L'assemblée s'est ensuite séparée et la musique 8^e de ligne en tête, a reconduit le nouveau maire et M. le sous-préfet à leurs domiciles.

Des fanfares ont été exécutées sous les fenêtres du nouveau maire ; des mais avaient été élevées sur sa maison et des détonations multipliées, boltes à feu célébraient cette fête communale. Dans la soirée l'avenue de la citadelle et les allées de la place d'armes ont été illuminées et des détonations de boîtes et d'armes à feu se sont entendues fort avant dans la soirée. Un concours considérable de promeneurs animait cette improvisée.

Nous apprenons avec une vive satisfaction, que les soins et la sollicitude active de personnes si se sont constamment préoccupées des intérêts matériels de notre pays, il a été décidé que les produits géologiques de la Corse entraient sur une grande part dans la construction du musée de Napoléon aux Invalides. Une mission gouvernementale vient d'être donnée à l'une de ces personnes pour se rendre immédiatement en Corse, et s'y livrer aux recherches les plus actives, pour trouver dans les riches matières que nous possédons, le porphyre ou le granit nécessaires à l'établissement du sarcophage qui renfermera les cendres de l'Empereur Napoléon.

« Nous avons fait connaître, il y a quelques jours au public, un rapport remarquable sur ce sujet, aujourd'hui nous savons qu'après avoir sué un premier refus dans les bureaux qui la concernait, l'auteur de ce même rapport, aujourd'hui pénétré de la justice et du bon droit de notre cause a obtenu de faire déposer à la commission de la Chambre par un de nos députés, lequel il a rencontré le plus chaleureux empressement, et son travail et des échantillons précieux de nos produits granitiques, et que la commission appréciant d'une manière juste et éclairée cette importante question a émis le vœu qu'elle fût prise en très grande considération. Maintenant peu importe que le mérite attaché à ce que nous nommons une insistance presque ingénuise, soit demeurée stérile pour celui qui l'a eue le courage, l'essentiel est que l'emploi admirablement adopté de notre sol ait été définitivement adopté, certains d'ailleurs que celui-ci a pu contribuer par sa part à cet heureux résultat, aura trouvé dans une détermination qui honore la raison et la sagesse du pouvoir, la plus douce récompense de ses efforts patriotiques.

Nous lisons dans le *Mercurio Apresien*, du 10 décembre :

« La magistrature de France vient de perdre un de ses doyens ; M. le baron de Mézard, président honoraire de la cour royale de Bastia (Corse) a décédé cette semaine dans notre ville, à un âge très avancé et à la suite d'une attaque qui lui a paralysé le cerveau. C'était un magistrat recommandable à tous les titres, par sa fermeté, sa droiture, son impartialité ; c'était un citoyen dévoué, un homme de bien et sa longue carrière a été remplie noblement. Revêtu d'augustes fonctions, soit comme procureur impérial à Carpentras, soit comme premier président de la cour royale de Bastia, il sut toujours comprendre ses devoirs, se

concilier l'estime de ses subordonnés, et les regrets qu'il a laissés en Corse témoignent hautement de la considération dont il jouissait dans cette île.

M. Pierre-François MÉZARD était né à Apt, le 5 octobre 1756. — Après avoir rempli successivement les fonctions d'avocat et de substitué de l'intendant, de juge au Tribunal du district d'Apt, d'Administrateur des Bouches-du-Rhône, puis de commissaire du Roi près le district d'Apt, de Président du Tribunal criminel de Carpentras, de membre du Directoire de Vaucluse, puis après être devenu Président du Tribunal correctionnel d'Apt, et ensuite Président du Tribunal criminel de Vaucluse, puis commissaire du gouvernement près le même Tribunal, puis Procureur Général impérial, puis nommé Président de chambre à la Cour Royale de Montpellier (poste qu'il refusa) il fut enfin nommé à la première présidence de la Cour Royale de Bastia, qu'il a occupée avec distinction jusqu'en 1823, époque à laquelle il obtint sa retraite et vint se fixer dans sa patrie.

« Ce magistrat a publié, outre quelques brochures de circonstance, plusieurs ouvrages qui font honneur à ses connaissances dans le droit, non moins qu'à ses principes de modération ; on peut en voir la nomenclature dans le tome deux du *Dictionnaire Historique* de M. Barjavel. — Au mois de juillet dernier, il fit paraître chez J.-S. Jean, impr. un opuscule qui sert de complément à l'Essai qu'il publia en 1788, sur les réformes à faire dans l'administration de la justice en France, dédié aux *Etats-Généraux*, écrit qui paraît avoir fait naître l'idée du régime judiciaire sous lequel nous vivons aujourd'hui.

La ville de Bastia vient de perdre l'un de ses meilleurs citoyens dans la personne de M. le capitaine Vidau, commandant la place de St-Florent, qui a succombé dimanche dernier à une cruelle maladie. Cette perte est d'autant plus sensible que M. Vidau était encore dans la force de l'âge et qu'on pouvait espérer conserver longtemps encore cet honorable citoyen. Il est de ces noms qu'il suffit de citer pour rappeler l'estime et l'affection qu'ils avaient su se concilier par leurs heureuses qualités : M. Vidau était de ce nombre. Aussi un grand nombre de citoyens de toutes les classes s'étaient fait un devoir d'assister à ses obsèques et de lui payer ainsi un dernier tribut d'affection et de regrets douloureux qu'il avait si justement mérités. Les honneurs militaires ont été rendus à M. Vidau qui emporte avec lui les regrets universels et laisse après lui une de ces réputations de loyauté, de nobles qualités qui font la gloire d'une famille et qui adoucissent, s'il se pouvait, par la sympathie publique, la perte douloureuse qu'elle a faite.

M. Huart, recteur de l'Académie de la Corse, est arrivé ce matin à Bastia. Il vient ici pour visiter le Collège Royal et s'assurer, par lui-même, des progrès de notre nouvel établissement d'instruction secondaire.

Une femme de cent dix ans, jouissant encore d'une parfaite santé, vaquant à toutes ses affaires est morte dimanche dernier à Vescovato, à la suite d'un accident. Montée sur un âne elle descendait à la plaine, lorsque sa monture, qui allait au grand trot, fut rencontrée par une autre, il en résulta un choc violent qui renversa la centenaire. On la transporta chez elle et elle ne tarda pas à succomber aux suites de cette chute.

Nouvelles Diverses.

— Mgr le duc d'Aumale est arrivé à Constantin le 4 décembre à une heure de l'après-midi. La population indigène était accourue presque tout entière à la rencontre du fils du Sultan.

— On lit dans le *Times* :

« Nos lecteurs se rappelleront qu'il y a quelques semaines un mal-entendu éclata entre le gouvernement anglais et la république mexicaine. Nous apprenons que cette affaire est maintenant terminée. Le représentant de la république mexicaine a déclaré qu'il n'a voulu aucunement blesser l'Angleterre en suspendant son pavillon dans une troupée d'armes ; que ce pavillon avait servi depuis neuf ans à décorer les salles du bal, et qu'en effet il n'avait pas été pris aux Anglais, mais aux Texiens. Le représentant a même offert à M. Doyle de lui rendre le pavillon anglais le lendemain matin.

« Une foule de politesses ont été échangées entre les deux représentants. »

AFRIQUE FRANÇAISE. — Une dépêche du maréchal Bugeaud, publiée ce soir par le *Messager* sous la date d'Alger, le 29 novembre, annonce qu'il résulte des nouvelles reçues de l'intérieur, que la mort de Ben-Allal et la défaite des restes de l'infanterie de l'émir ont produit une grande sensation chez les Arabes amis et ennemis. Plusieurs chefs dissidents, entre autres le cadi de Ben-Allal, sont arrivés à Alger. Le maréchal se proposait de les recevoir le lendemain avant son départ pour Oran et Tlemcen.

A cette dépêche sont jointes des lettres, 1^{re} du général Bedeau, faisant connaître l'effet produit sur le rassemblement qu'opérait Abd-el-Kader dans le sud par la nouvelle du désastre du 11 ; 2^e du général Baraguay-d'Hilliers annonçant la soumission définitive des Sahari, des Achaches, des Ouled-Said, des Anah, des Ouled-Jani et d'autres tribus, moyennant contributions et la reddition à Bone du duc d'Aumale ; 3^e du général Reven, annonçant la soumission des Beni-Boudouan ; 4^e du lieutenant-colonel Maissiat, rendant compte de ses travaux de culture à Tiar et de ses efforts pour en expulser la misère ; 5^e enfin du général Baraguay-d'Hilliers relativement à l'érection du buste du duc d'Orléans sur la colonne romaine de Sétil.

L'ordre règne du pied du Jurjura aux environs de Tlemcen. A peine on y signale deux vols dans deux mois. On y voyage isolément de nuit et de jour, sans un seul gendarme qui fasse la police. Les troupes profitent du beau temps pour se rassembler dans leurs ateliers de défillement.

— M. Casimir Delavigne, qui traversait Lyon pour se rendre en Italie dont les médecins lui avaient conseillé le séjour, dans l'espoir que le soleil vivifiant de cette contrée rétablirait sa santé altérée depuis longtemps, est mort cette nuit à l'Hôtel de Provence.

L'Union des Provinces ajoute que M. Casimir Delavigne a été assisté dans ses derniers moments par Mgr le cardinal-archevêque de Lyon.

— Dans la séance que le comice agricole de Marseille a tenue le 29 novembre dernier, M. de Jussé a fait connaître l'invention récente d'un filtre pour épurer les huiles d'olive, dont le résultat est de les rendre comestibles au sortir du moulin.

Ce filtre consiste en un grand seau ou baquet en bois, au bas duquel sont adaptés deux robinets, l'un pour faire échapper l'huile et l'autre pour l'eau ; au haut du baquet est établie une couche de coton en rames, maintenue entre deux treillis en fer galvanisé à mailles étroites. Il suffit de verser l'huile sur le treillis de fer ; le liquide, en passant à travers la couche de coton en rame, s'épure parfaitement et sa séparation d'avec l'eau

devient complète; l'ouvrage l'un des robinets elle coule parfaitement limpide. Ce petit appareil est d'un prix très réduit, il ne doit pas coûter plus de 20 à 25 fr. et peut être très utile; il faut seulement laver de temps en temps la couche de coton.

Le comice a décidé qu'il ferait construire à ses frais un de ces appareils. M. de Jessé est chargé de ce soin.

— On lit dans le *Journal du Commerce* de Lyon du 12 décembre :

Nous avons à annoncer à nos lecteurs une triste et déplorable nouvelle qui aura du retentissement, non-seulement en France, mais dans tous les pays où notre langue et notre littérature ont des admirateurs.

ESPAGNE. — Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, le général Sanz, ne pouvant s'entendre avec Ametller, est retourné à Barcelone, laissant à Figuières le général Prim, qui doit continuer le blocus de la citadelle et le rendre aussi rigoureux que possible. Il recevra à cet effet des renforts. Le retour du général Sanz à Barcelone est attribué aux nouvelles qu'il a dû recevoir des événements de la capitale. Ces nouvelles étant de nature à produire une grande sensation et même quelque agitation, attendu le fâcheux état des esprits, le général Sanz aura cru devoir se rendre à son poste, où sa présence pourrait devenir nécessaire. On ajoute qu'il ne serait pas fâché de quitter son commandement, et qu'il a déjà présenté sa démission.

L'élément de Madrid, dont nous avons dit quelques mots dans notre dernier bulletin, paraît avoir en beaucoup plus de gravité que ne le laissent pressentir les récits des journaux de cette capitale. Le paquebot à vapeur le *Mercurio*, qui est arrivé le 9 à Marseille, et qui était parti samedi de Barcelone, a annoncé qu'une tentative de révolte avait eu lieu, aux cris de *Vive Espartaco!* mais qu'elle avait été énergiquement réprimée par les troupes, et que 3 ou 400 morts étaient restés sur le terrain. Nous espérons toutefois qu'il y a exagération dans ce chiffre.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Bayonne, le 8 décembre. (Madrid, le 5.)

Le ministère s'est constitué aujourd'hui.

M. Gonzales Bravo, premier secrétaire d'Etat, a été nommé président du conseil;

Le général Mazzaredo, ministre de la guerre;

Le marquis de Penaflores, ministre de l'intérieur;

M. Mayans, ministre de la justice;

M. Portillo, ministre de la marine;

Le ministre des finances n'est pas encore nommé.

La discussion du projet de message n'est pas encore terminée.

Madrid est tranquille.

Bayonne, le 9.

La *Gazette* du 6 contient les décrets de nomination du ministère.

Le jury a déclaré qu'il n'y avait pas lieu à poursuivre le *Heraldo* pour l'article dénoncé par M. Olozaga.

MM. Madoz et Garnica ont été nommés vice-présidents du congrès, le premier par 70 voix contre 63, le second par 77 voix contre 72.

La discussion continuait. M. Cortina a occupé toute la séance; il parlera encore le 7.

Bayonne, le 10. (Madrid, le 7 au soir.)

La question de la mise en accusation de M. Olozaga, présentée par sept députés, a été prise en considération par 81 voix contre 66.

Les nouvelles des provinces sont bonnes.

Le succès vraiment populaire de la Pâte pectorale balsamique de REGNAULD AÎNÉ ayant fait

naître des contrefaçons et des imitations contre lesquelles le public ne saurait trop se prémunir, les consommateurs devront toujours s'assurer que le nom et la signature de *Regnauld aîné*, le nom et le cachet de L. FRAIX, élève et successeur de REGNAULD AÎNÉ, existent sur l'étiquette et sur la bande verte qui entoure chaque boîte : Dépôt rue Caumarin, 45 à Paris, et dans toutes les villes.

ANNONCES.

LOUIS-PHILIPPE, Roi des Français, à tous présents et à venir salut.

Le tribunal civil de l'arrondissement de Bastia, a rendu le jugement suivant dans la cause.

Entre Monsieur le procureur du roi, représentant l'Etat.

Contre Ajaccio Joseph-Marie, Mattei Joseph, Ajaccio, Jean-Jacques, Ajaccio, Sauveur, Ajaccio, Marie-Elizabeth, Pierre-Jean et Josephine frères et sœur Feretti, Sauveur et Angeline frère et sœur Feretti, cette dernière épouse du sieur Antoine Dané, dûment autorisée par celui-ci, tous demeurant à Bastia.

Vu la requête présentée par le ministère public, en date du dix-sept de ce mois.

Où ce magistrat dans ses conclusions, et tendant aux mêmes fins.

Vu les déclarations faites et signées par tous les héritiers Ajaccio et Feretti, ainsi que par le sieur Joseph Mattei.

Considérant qu'en suite de ces déclarations, tous les susnommés consentent à la cession de leurs propriétés respectives désignées dans la requête ci-dessus visée, lesquelles doivent être occupées par la nouvelle traverse, ainsi que par le quai que l'administration des ponts et chaussées construit en cette ville, mais qui ne sont pas d'accord sur le montant de l'indemnité qu'ils prétendent leur être due.

Vu l'article 14, dernier alinéa, de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique; Par ces motifs le tribunal donne

acte aux sieurs Joseph Mattei, Joseph-Marie Ajaccio, Jean-Jacques Ajaccio, Sauveur Ajaccio et Marie Elizabeth Ajaccio; aux sieurs Pierre, Jean et Josephine frères et sœurs Feretti, ainsi qu'aux sieurs Sauveur et Angeline frère et sœur Feretti, cette dernière épouse du sieur Antoine Dané dûment autorisée par celui-ci, tous demeurant en cette ville, de leur consentement —

Députe Monsieur Milana, Juge suppléant, pour remplir les fonctions de Directeur du Jury, et en cas de besoin, dit que ce magistrat sera remplacé par Monsieur de Zerbi, autre juge suppléant, pour être procédé par devant eux à la formation du Jury, et aux autres opérations prescrites par la loi ci-dessus citée. Ainsi fait, jugé et prononcé à l'audience publique du tribunal civil de Bastia, le vingt août mil huit cent quarante deux, présents MM. Benedetti Juge ff. de Président, vu l'absence du titulaire en congé, Milana et Zerbi Juges suppléants, Pietrasanta Procureur du Roi et Seatelli, greffier.

Signés à la minute: Benedetti et Seatelli.

Enregistré à Bastia le vingt-neuf août 1843, folio 36 V° C° 2, gratis.

Signé: Casanova.

Pour extrait conforme, délivré à la requête de Monsieur le Procureur du Roi.

Le Greffier,

Signé: Seatelli.

Enregistré gratis à Bastia le vingt-neuf août 1843 folio 36 V° C° 3.

Signé: Casanova.

Transcrit gratis à Bastia, ce jourd'hui quatre

décembre 1843 au bureau de la conservation hypothécaire. Vol° 56, N° 5549.

Le Conservateur des Hypothèques
Signé: Casanova.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

GRAND RABAIS.

VIRGILE, ses OEuvres complètes, en langues; texte latin d'après Heyne; traduction en vers français, par Delille; Tissot; allemands, par Wos; anglais, Dryden et Warton; italiens, par Caro Arici; espagnols, par Velasco. Vic de Virgile, etc.: 1 vol. de plus de 1.200 pages contenant la matière de 15 vol. in-8°, lieu de 65 fr. 30.

HORACE, ses OEuvres complètes, en langues (latin, français, espagnol, italien, anglais et allemand); 1 vol. de près 1000 pages, contenant la matière de vol. in-8°, au lieu de 50 fr. 25.

Cartes de Visite

imprimées,

2 fr. 50 le cent.

AVIS AUX CAPITALISTES.

M. J. A. SCHWARZSCHILD, banquier à Francfort-sur-Mein, a l'honneur de prévenir le public qu'il s'occupe de l'achat et de la vente des titres ordinaires:

De la Dette d'Autriche de 1830 de 30 millions de florins Id. de Prusse de 1832 de 12 millions d'écus, au taux de la bourse. — Les prospectus français, le tableau des remboursements, etc. et tous renseignements promptement expédiés. Il n'est pas nécessaire d'affranchir.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 14 au 20 décembre 1843.

ARRIVÉES.

Livourne. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass. De la mer. goëlette de l'Etat Étoile, c. Jugat, lieutenant de vaisseau.

Marseille. bk gte St-Antoine, c. Guasco, diver. Naples. balancelle St-Henri, c. Mattareso, lest. Alger et Bone. bateau Jeune Cléante, c. Sangi, netti, lest.

Livourne. b. à v. Pozzodiborgo, c. Bertucci, pass. Livourne. bk gte Assomption, c. Belgodere, bl. Livourne. mistick Conception, c. Bonelli, blé.

Portovaccchio. bk gte Solenzara, c. Monégia, bo. Ile de la Madelaine. bouf Pureté, Cuneo, fro. Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass.

DÉPARTS.

Portovaccchio. bombarde Jenne-Octavie, c. Bon, gnano, lest.

Livourne. bat. à vap. Sebastiani, c. Valzi, lest. Livourne. goëlette St-Joseph, c. Nicolai, lest.

Livourne. bat. à vap. Golo, c. Bugliani, lest. Ajaccio. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, pass.

Livourne. mistick Pipi, c. Guaitella, lest. Naples. balancelle St-Henri, c. Mattareso, angu.

Livourne. bat. à vap. Pozzodiborgo, c. Bertucci, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.